

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste de Belgique fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



2 mai 1945 : un soldat de l'Armée rouge hisse le drapeau soviétique sur le Reichstag

## Éditorial : INFANTICIDE AUX USA : LA MORT D'ABOU BAKR AL-BAGHDADI ; HISTORICIDE EN EUROPE : LE PARLEMENT EUROPÉEN DÉLIRE.

Le président Trump fit durer le suspens au maximum et lorsque la nouvelle arriva, les médias de la planète entière n'eurent de mots assez laudatifs pour saluer le succès de l'administration américaine pour avoir délivré le monde du pape du terrorisme islamique, l'autoproclamé calife Baghdadi.

Sauf que ces médias « oublient », pour le dire poliment, que l'État islamique est dans une large mesure un des enfants des politiques militaristes de la diplomatie étasunienne. Ils « oublient » par exemple, pourtant les faits ne sont pas si anciens, que c'est dans le contexte de l'invasion de l'Irak par les troupes américaines qu'est né, en 2006, le dit « État islamique en Irak et au Levant » plus connu comme Daech dans le langage journalistique et dirigé déjà par Baghdadi. Ils ne se souviennent

pas non plus que dans le but d'anéantir toute forme d'indépendance ou d'insoumission des états de la région, surtout lorsqu'il s'agissait d'états laïcs, la diplomatie américaine, suivie fidèlement par celles du Royaume Uni et de la France qui se disputaient pour être les plus obéissantes aux injonctions de la Maison Blanche, a tout fait – et continue à le faire – pour soumettre l'Irak, la Libye et la Syrie ; le tout au grand bénéfice d'Israël qui voyait ainsi lourdement affaiblis ou carrément ruinés les États de la région susceptibles de faire face à ses ambitions et provocations.

Les impostures ne sont pas moindres en Europe. Ainsi, le Parlement européen a voté ce 19 septembre une résolution, à une très large majorité réunissant l'extrême droite, les socialistes et les écolos, pompeusement intitulée : « Importance

L'invitée du DR :

**Marie-France Deprez,**  
« Ce qui est en jeu : la liberté de la presse et notre droit de savoir »

**Vladimir Caller**

Résolution du Parlement européen faisant l'amalgame entre le nazisme et le communisme

**Martin Willems**

Éviter les syndicats pour que les travailleurs soient heureux ?

**Romain Gelin**

Fiscalité : quelle contribution des grandes sociétés ?

**Daniela Jaque**

L'amérique latine sous tension

**Annie Lacroix-Riz**

Le pacte germano-soviétique

**Sebastian Franco**

Accord UE-Colombie: un accord trompeur

**Marie Rampen**

L'expansionnisme israélien

**Marc Pierret**

Ken LOACH : *Sorry we missed you*

*Sommaire complet à la page 20*

de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe » avec la prétention, selon ses auteurs, de prévenir notre continent de retomber dans les affres du totalitarisme. Pour ce faire, ces parlementaires oubliant les sources obscures, plus exactement brunes, d'une bonne partie des origines de l'Union européenne elle-même se sont permis de faire l'amalgame entre les idéologies et les motivations du communisme et du nazisme. C'est-à-dire d'une pensée enfantée par les Lumières, la Révolution française, la Commune de Paris, les soulèvements populaires de 1830 et 1848 ayant pour objet la justice sociale et l'égalité entre les hommes et une autre fondée sur le mépris le plus ignoble pour les plus démunis et sur le racisme le plus abject. Belle occasion de se taire pour ces euro-parlementaires indignes. ■ VC

## Marie France DEPRESZ :

### « Ce qui est en jeu, c'est bien la liberté de la presse et pour nous, les citoyens, le droit de savoir »

*Tout a commencé le lundi 15 avril de cette année, 4 jours après l'emprisonnement de Julian Assange par la police britannique, lorsqu'une poignée de citoyens décident de montrer leur indignation devant les locaux de l'Ambassade britannique au centre de Bruxelles. Sans le moindre "parrainage" venant d'un parti politique ou d'une organisation établie quelconque, ce petit groupe -entretemps agrandi- décide de se réunir tous les lundis pour que le silence et l'oubli ne s'ajoutent pas au crime de la grande injustice que connaît le fondateur de WikiLeaks. Marie France anime très activement ce projet de solidarité militante et le DR est heureux de l'avoir comme invitée*

**Le Drapeau Rouge.-** D'où vous est venue cette idée de se réunir toutes les semaines pour soutenir Julian Assange ?

**Marie France Deprez.-** Il faut d'abord dire que le comité existait avant l'arrestation de Julian Assange à l'ambassade d'Équateur mais il n'avait pas encore eu l'occasion de faire des actions visibles, nous avions seulement rédigé un manifeste avec l'objectif de prendre contact avec des personnalités. L'arrestation et sa brutalité ont choqué tous les membres et nous avons pensé à organiser un rassemblement devant l'ambassade de Grande-Bretagne. À la fin de ce rassemblement, nous étions loin d'avoir envie d'en rester là et lorsque quelqu'un a proposé de revenir tous les lundis, tout le

monde a accepté et maintenant, nous en sommes à plus de 30 rassemblements et nous ne sommes pas près de nous arrêter !

**Le DR.-** Et qu'est-ce que vous attendez de cette mobilisation permanente que vous organisez ?

**M-FD.-** Je voudrais d'abord expliquer comment la mobilisation a été possible. Il y a un peu plus d'un an, Christine Assange, la mère de Julian, a relancé une mobilisation pour sortir son fils de l'enfermement dans lequel il se trouvait

confiné dans une pièce de l'ambassade d'Équateur. Un des premiers, si pas le premier, à réagir en Europe fut Viktor Dedaj, fondateur du site *Le Grand Soir*, il a relayé l'appel de Christine Assange et suite à cet appel, le groupe du cinéma d'Attac a consacré une de ses séances à Julian Assange, la salle était pleine et nombreux ont été ceux qui à la fin de la séance, ne voulaient pas rentrer chez eux sans rien faire. Ce fut l'origine du comité en février 2019. Si j'insiste sur ce fait, c'est qu'il montre qu'il y a potentiellement beaucoup de gens concernés par le cas de Julian Assange mais qu'il faut sans cesse informer pour toucher de plus en plus de monde.

**Le DR.-** Au départ les réunions avaient lieu devant l'ambassade britannique, pourquoi privilégier maintenant la Place de la Monnaie ?

**M-FD.-** La Grande-Bretagne joue certainement l'un des pires rôles et au moment de l'arrestation, il nous a semblé évident que c'était face à eux que nous devions réclamer la libération de Julian. Il faut cependant dire que les premiers à réagir avaient été un groupe d'Équatoriens qui le jour même de l'arrestation s'était réuni devant l'ambassade d'Équateur. À ce propos, le change-

ment de politique en Équateur est évidemment une des causes de la situation actuelle. Le retour de l'Équateur dans le giron américain a en quelque sorte scellé le sort de Julian Assange en l'obligeant à quitter son lieu d'asile.

Plus tard, nous avons voulu manifester devant les représentations d'autres pays impliqués dans ce dossier, l'ambassade

*Soutenir Assange ce n'est pas seulement faire preuve de solidarité envers une personne victime d'une grave injustice mais aussi et peut-être surtout résister aux graves menaces qui s'annoncent contre la liberté d'être correctement informé*

de Suède, l'ambassade d'Australie – nous y avons déposé une lettre à laquelle nous n'avons jamais reçu la moindre réponse – et bien sûr l'ambassade des

États-Unis. À la veille de l'été, nous avons décidé d'aller à la rencontre des gens à Bruxelles ; la place de la Monnaie a été choisie et s'est avérée un bon choix. Nous n'abandonnons pas l'ambassade de Grande-Bretagne, nous y retournons une fois par mois mais les autres lundis sont consacrés à rencontrer les passants sur la place de la Monnaie. Nous avons des tracts brefs qui nous permettent d'entrer en contact et de discuter. Ce sont ces personnes elles-mêmes qui nous ont demandé si nous n'avions pas de pétitions. Maintenant, nous sommes donc présents avec tracts et pétitions. L'objectif est de recueillir un maximum de signatures dans l'idée, fin janvier ou début février, de demander un entretien à l'ambassade de Grande-Bretagne pour y déposer les signatures.

Si nous privilégions maintenant les rassemblements sur la Place de la Monnaie, c'est que cela correspond bien à ce que nous sommes capables de faire, mobiliser plus de monde, informer, déconstruire les mensonges qui ont circulé et circulent encore à propos de Julian Assange, des mensonges émis dans le but d'occulter la répression dont il est la victime et les raisons de cette répression. À propos de toutes ces questions, nous sommes prêts à discuter et nos tracts

indiquent un certain nombre de sites sur lesquels obtenir des réponses sérieuses et documentées. À propos de la pétition, nous ne sommes pas dupes et nous savons que de telles pétitions ne peuvent à elles seules changer des décisions si importantes mais elles permettent de montrer que des gens se mobilisent et veulent exprimer leur opinion.

**Le DR.-** Il est actuellement en prison à Londres dans l'attente d'une décision de justice ; qu'est-ce que vous craignez de pire concernant son cas ?

**M-FD.-** Le pire ! L'extradition vers les USA qui serait assortie, on le sait d'un procès inéquitable au tribunal de Virginie, « le tribunal de l'espionnage » (là où se trouve actuellement Chelsea Manning). Cependant, certains pensent maintenant qu'il pourrait ne pas être extradé et sont beaucoup plus inquiets pour sa santé, pour sa vie. Le pire est toujours à craindre mais nous pensons que nous ne devons pas nous démoraliser et que nous devons continuer d'agir. Surtout, même s'il n'est pas extradé – et ce cas de figure est à envisager – il y aura sans doute appel et donc le processus pourrait être très long.

Cependant, après l'audience de ce 21 octobre, les quelques images qui ont pu être relayées et les textes de ses amis présents à l'audience ont éveillé une réelle inquiétude pour sa santé. Après les années de confinement à l'ambassade d'Équateur dont celles extrêmement difficiles après l'arrivée au pouvoir de Lenin Moreno, après le choc du retrait de son asile politique et celui de son arrestation, après l'enfermement à la prison de haute sécurité de Belmarsh, Assange a encore reçu de terribles coups. En effet, l'Équateur a refusé de rendre ses affaires personnelles à ses proches et les ont envoyées aux États-Unis. Autrement dit, le pays accusateur est en possession actuellement de tout ce qu'Assange avait pu préparer pour sa défense pendant ses années d'asile. Puis, on a appris qu'il y était espionné en permanence, y compris ses entrevues avec ses avocats, des avocats qu'il ne peut que très brièvement rencontrer à Belmarsh. C'est cette situation qu'il décrivait dans une lettre à son ami le journaliste Gordon Dimmack en mai : « ...le temps où je pouvais lire, parler et m'organiser pour me défendre, défendre mes idéaux et mon équipe est révolu jusqu'à ce que je retrouve ma liberté. Ce

sont tous les autres qui doivent prendre ma place ». Ce sentiment d'impuissance n'a fait que se renforcer et c'est pour répondre à son appel dans le sens que « tous les autres doivent prendre sa place » que l'action des comités est importante et qu'il est important aussi de lui écrire. Ainsi, je me demande si le pire n'est pas présent à chaque nouveau coup porté par les USA et le Royaume-Uni, ils ne peuvent supporter que les vérités qu'ils voulaient cacher aient été révélées. Ils veulent faire taire les voix qui dénoncent et alertent et effrayer tous ceux qui voudraient continuer à dénoncer. Ils ont le pouvoir et veulent à tout prix que la vérité ne soit que la leur, pour cela ils sont prêts à tuer le messenger. Donc le pire, il est présent en permanence et il faut lui faire face, continuer chacun avec les moyens que nous avons et... les multiplier.

**Le DR.-** Quid de la situation de Chelsea Manning ? n'est-elle pas un peu oubliée ?

**M-FD.-** Chelsea Manning est ce qu'on appelle « un lanceur d'alerte ». Alors qu'elle était analyste dans l'armée américaine (Chelsea Manning est transgenre et s'appelait alors Bradley Manning), elle avait eu l'occasion de voir une vidéo officielle qui montrait des soldats US à bord d'un hélicoptère Apache demandant l'autorisation de tirer sur un groupe « suspect » au sol puis tirer sur ces civils irakiens désarmés, tirer ensuite sur d'autres venant les secourir. Choquée par ce qu'elle avait vu, elle avait décidé de rendre ce document public et l'avait transmis à WikiLeaks. Après en avoir vérifié l'authenticité, notamment en retrouvant des personnes montrées sur la vidéo, WikiLeaks l'avait publiée et à la suite des centaines de milliers de documents fournis par Chelsea Manning. Malheureusement, elle a été dénoncée par un hacker à qui elle s'était confiée. Reconnue coupable de 20 chefs d'inculpation dont l'espionnage, elle

a alors été condamnée à 35 années de prison, puis graciée par Obama en 2017 mais en mars 2019, elle a été appelée à témoigner devant un Grand jury secret. Le but poursuivi était de la faire témoigner contre Julian Assange, Chelsea Manning a refusé et s'est retrouvée en prison pour la durée du Grand Jury. À peine relâchée, elle a été appelée à nouveau devant un Grand Jury et a de nouveau refusé disant que ce qu'elle avait fait, elle l'avait fait selon sa conscience et que sa conscience serait la pire des prisons si le Grand jury l'obligeait à trahir. Elle est donc actuellement en prison et soumise à une astreinte de 1000 dollars par jour. Elle tient bon et mérite notre admiration. Un film qui parle de sa vie vient de sortir en France, *XY Chelsea* de Tim Travers Hawkins. Il est déjà sorti aux États-

Unis où Chelsea Manning est beaucoup plus connue que chez nous, comme pacifiste mais aussi comme militante LGBT. Elle est trop oubliée et nous pourrions sans doute mieux la faire connaître grâce au film dont nous espérons qu'il sortira bientôt en Belgique. Dans le comité, nous faisons en sorte que Chelsea Manning soit évoquée dans chaque rassemblement et maintenant que nos rassemblements se déroulent dans l'obscurité (entre 17h et 19h), nous projetons « Collateral Murders » sur la place de la Monnaie, cela permet de parler de Manning, de WikiLeaks, d'Assange et du rôle de chacun dans notre droit à être informés.

**Le DR.-** Au-delà du traitement inhumain des lanceurs d'alerte Julian et Chelsea, des souffrances humaines de ces personnes, ne croyez-vous pas que ces cas nous annoncent quelque chose de plus grave concernant la démocratie et le droit d'avoir accès à des informations qui nous concernent ?

**M-FD.-** Il est évident que le cas de Julian Assange dépasse le jugement sur sa personne. En tant que fondateur de WikiLeaks, il est considéré par les États-Unis comme un ennemi depuis les divulgations des crimes de guerres qu'ils ont



commis en Irak et en Afghanistan. Ces révélations mettaient à mal leur image de chevaliers de la démocratie et des droits de l'homme, du fantasme de la guerre humanitaire. Les éléments mis à la disposition des journalistes par WikiLeaks ont été largement diffusés dans des journaux du monde entier. Rapidement l'administration d'Obama a cherché à faire taire Julian Assange. Elle n'a pas hésité à le poursuivre dans la mesure où les lois le permettaient mais elle a fini par abandonner les poursuites vu qu'il lui a semblé impossible d'aller contre le principe de la liberté d'expression consacré par le premier amendement de la Constitution américaine. Les poursuites abandonnées, Julian Assange avait quitté les États-Unis mais sans se départir de la crainte d'être à nouveau poursuivi. Aujourd'hui, ce sont les mêmes craintes qui continuent avec deux éléments nouveaux. Le premier est que les États-Unis ont précisé clairement les chefs d'accusation, dont notamment l'espionnage et le second est que l'administration de Trump ne craint pas de manifester de l'hostilité vis à vis de la presse. Cependant, accuser Assange d'espionnage reviendrait à assimiler la pratique du journalisme à des actes de trahison. C'est pourquoi au sein des groupes soutenant Julian Assange, on insiste sur le fait qu'il est un journaliste car ce qui est en jeu, c'est bien la liberté de la presse et pour nous, les citoyens, le droit de savoir, d'être informés et pas seulement de ce que les gouvernements jugeraient utiles que nous sachions. Par ce tour de passe-passe, si Julian Assange était condamné, tous les journalistes pourraient un jour ou l'autre se retrouver censurés, si pas accusés et condamnés. Sans liberté d'information, aucune démocratie n'est viable car elle requiert la connaissance des situations – donc information.

**Le DR.- Comment évaluez-vous le comportement de l'Union européenne à ce sujet et plus concrètement celui de notre gouvernement ? Et des collègues journalistes de Julian ?**

**M-FD.-** Il se fait qu'au mois d'avril peu après l'arrestation de Julian Assange, l'Union européenne a adopté avec une large majorité une directive sur la protection des lanceurs d'alerte. Dans cette directive très détaillée, il s'agit surtout de protéger les lanceurs d'alerte vis à vis des employeurs mais certains articles sont

adaptés aux journalistes. C'est pourquoi, au mois de juin, une trentaine de députés ont adressé une lettre ouverte au vice-président de la commission européenne Frank Timmermans pour lui demander de mettre cette directive en application par rapport au cas de Julian Assange.

Dans cette lettre, ils font aussi référence au rapport de Nils Melzer à l'ONU qui met en évidence les symptômes de torture présents chez Julian Assange et le risque que présenterait son extradition vers les États-Unis. Cependant, ni cette lettre ni ce rapport n'ont eu d'effet sur la position de l'Union européenne. Concernant le rapport, le 1<sup>er</sup> novembre, Nils Melzer a rappelé devant les Nations Unies à Genève qu'il avait averti des risques des conditions d'enfermement (isolement total) de Julian Assange dans la prison de haute sécurité de Belmarsh dans son rapport du mois de mai, rapport rédigé après une visite à Belmarsh en présence de deux médecins de l'ONU. « Malgré l'urgence médicale de mon appel et la gravité des violences alléguées, le Royaume-Uni n'a pris aucune mesure d'enquête, de prévention ou de réparation requises par le droit international ».

Ce rappel a eu un effet positif sur les médias, l'AFP et Belga ont rédigé des dépêches qui ont été largement reprises partout, en Belgique notamment dans *Le Soir*, *La Libre Belgique* et sur le site de la RTBF. Les journalistes de ce site sont enfin allés à la rencontre de Christophe Marchand, avocat belge de Julian Assange, qui a confirmé que ce que l'État britannique fait subir à Julian Assange relève de la torture. Nils Melzer répondant à l'invitation du groupe GUE-NGL dans le cadre d'un événement ce 14 novembre au parlement européen était présent et a pris la parole. Le travail de ce groupe peut nous



Tous le lundis à Bruxelles

donner un peu d'espoir, en sont membres des députés qui défendent Assange de longue date, lui ayant déjà rendu visite à l'ambassade d'Équateur.

En résumé, nous n'avons rien à attendre des institutions européennes, ni des gouvernements en Belgique – rappelons ce projet de loi de Didier Reynders cherchant à criminaliser les lanceurs d'alerte; sans l'intervention du Conseil d'État, les citoyens auraient été mis devant le fait accompli – par contre nous pensons qu'il faut soutenir les interventions de certains députés : Marc Botenga, Clare Daly, Mick Wallace, Eva Joly... C'est pourquoi nous pensons que nous devons aussi organiser des campagnes de lettres aux parlementaires non seulement européens mais aussi des différents parlements du pays. Il faut aussi essayer de profiter du « réveil » des médias, si endormis et/ou tellement sous influence qu'ils aient été.

S'ils ouvrent l'œil aujourd'hui, profitons-en pour envoyer des communiqués de presse, des textes d'opinion (comme l'article de Aurore van Opstal dans la *Libre Belgique* par exemple), car soutenir Assange ce n'est pas seulement faire preuve de solidarité envers une personne victime d'une grave injustice mais aussi et peut-être surtout résister aux graves menaces qui s'annoncent contre la liberté d'être correctement informé. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

Résolution du Parlement européen faisant l'amalgame du fascisme et du communisme

## Le summum de l'indécence

Vladimir Caller

*S'il existe une institution au monde la moins qualifiée pour donner des leçons sur la morale politique, c'est bien l'Union européenne. Pourtant, rompant toutes les barrières de l'impudence, voilà que cette entité s'est permise non seulement de vouloir donner des leçons d'histoire (d'ailleurs d'un niveau de médiocrité rarement atteint) mais en plus de faire des jugements de philosophie politique. Ainsi pour une majorité de parlementaires européens, il existerait une certaine équivalence entre les idéologies du nazisme et du communisme. Et pour rester dans leur aberrante logique, ils suggèrent des mesures répressives et des interdictions.*

Si nous parlions de l'absence d'autorité morale de l'UE et ce, tout particulièrement s'agissant du sujet de sa résolution, c'est parce que ses origines sont loin d'être propres; elles ont été marquées, de façon indélébile, de taches y compris brunes. Et ce non seulement parce que les « pères » de l'intégration européenne, certains connus, Jean Monnet et Robert Schuman (dont nos villes sont remplies de monuments et de rues à leurs noms) eurent des faiblesses très suspectes envers l'occupant nazi, Schuman votant par exemple les pleins pouvoirs au collabo suprême, le Maréchal Pétain, mais surtout parce qu'un autre père, Walter Hallstein, bien moins connu celui-ci, mais tout aussi géniteur que les deux autres, fut un sympathisant et un adhérent pur sang au projet nazi. Et nous le qualifions bien de « père » car il ne fut pas un, parmi tant d'autres nazis que l'Occident sut recycler après que l'armée rouge eut brisé mortellement la Wehrmacht, non, Hallstein fit partie

(comme, entre autres, Hans Globke le bras droit du chancelier Konrad Adenauer) de la crème de l'élite nazie placée aux plus hauts postes des administrations occidentales. Hallstein fut, en l'occurrence, le premier président de la Commission européenne et resta à ce poste pendant une dizaine d'années (de 1958 à 1967) et ce après avoir été un des signataires du Traité de Rome dont il était d'ailleurs un de ses principaux rédacteurs.

### La mise en œuvre d'un discours fondateur

Juriste avec une formation solide en économie, notamment en gestion des entreprises, il commença sa carrière comme consultant du cartel IG Farben, conglomérat industriel étroitement associé à l'arrivée au pouvoir d'Hitler et plus tard à la conduite de la guerre. Par après, tout en gardant ses liens avec le grand patronat allemand, il devint professeur d'université et commença à réfléchir sur un projet européen associé aux projets expansionnistes du national-socialisme. C'est dans ce cadre qu'en janvier 1939, c'est-à-dire quelques mois après l'annexion de l'Autriche et celle des Sudètes tchécoslovaques, il prononcera, dans la ville de Rostock, un fameux discours justifiant les visées hégémoniques de la politique étrangère du III<sup>e</sup> Reich. Discours qui sera traduit d'une certaine manière par la politique militaire d'Hitler avant d'être mis en échec, essentiellement, par l'armée rouge au prix d'énormes sacrifices.

Bien plus tard, une fois l'hitlérisme vaincu, Hallstein aura à sa charge, cette fois au sein du projet d'intégration européenne, le soutien sans faille au réarmement allemand, l'adhésion de l'Europe à l'Otan et l'organisation du boycott politique, diplomatique et commercial contre la RDA. Voici donc quelques traces, fort succinctes, concernant le parcours d'un des inspirateurs les plus influents de cette Union européenne autoproclamée moralisatrice de la lutte contre les totalitarismes.

Cela dit, qu'un texte de cette nature, d'un niveau intellectuel si précaire comme celui du Parlement européen au point de prétendre que c'est l'URSS, plus exactement, le Pacte de non agression entre l'Union Soviétique et l'Allemagne qui est le déclencheur de la II<sup>e</sup> Guerre Mondiale oubliant, entre autres, grossièrement, le Traité de Versailles qui servit à susciter et justifier les projets revanchards nazis ou le Traité de Munich où les bourgeoisies allemandes et anglaises décident de laisser le champ libre à Hitler pour dépecer la Tchécoslovaquie.

Que de semblables inepties, et il y en a beaucoup d'autres dans cette résolution, soient soutenues et signées par les représentants de l'extrême droite européenne nous semble tout à fait compréhensible car ce n'est en fait que la continuité de leur adhésion à la rage anti-communiste qui est à l'origine du fascisme. Mais qu'elle ait obtenu l'adhésion du groupe socialiste et celle des écolos européens dit beaucoup sur le degré de perte de repères éthiques que connaît aujourd'hui la classe politique européenne.

En fait, derrière les ridicules prétentions historiques de ce document, se cache un projet politique destiné à réprimer les mouvements sociaux qui fleurissent un peu partout en Europe et dans le monde et à cautionner des comportements ouvertement nostalgiques de la collaboration avec l'occupant allemand tels ceux qu'on observe dans les pays baltes, en Pologne, en Ukraine. Début 2014, dans ce dernier pays un coup d'État installa au pouvoir un gouvernement soutenu et largement influencé par des nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich. Ce gouvernement, qui comportait des ministres franchement néonazis bénéficia du soutien politique et économique sans faille de l'Union européenne en parfaite concertation avec le Parlement européen. C'est dire la crédibilité en matière d'autorité morale dont ces institutions osent se réclamer. ■

Chronique syndicale – Août 2019

# Faut-il éviter les syndicats pour que les travailleurs soient heureux ?

Martin Willems\*

*L'entreprise EASI, basée à Nivelles et comptant 250 travailleurs, a obtenu 5 années de suite le prix « Best Workplace » (meilleur endroit où travailler) et finalement le prix de l'« entreprise de l'année 2019 » (décerné par EY, L'Echo et BNP Paribas). Dans cette entreprise qui a maintenant 20 ans, il n'y a jamais eu de candidat aux élections sociales. Il n'y a donc aucun organe de concertation (conseil d'entreprise, comité pour la prévention et la protection au travail), ni de délégation syndicale.*

De l'avis de son fondateur et directeur charismatique, Salvatore Curaba (qui a décidé récemment de quitter l'entreprise) : « *c'est une entreprise où chacun a effectivement l'air heureux, et où ce n'est pas un hasard s'il n'y a pas de délégation syndicale.* » L'absence de délégation syndicale est donc présentée comme une preuve du bonheur du personnel. À la veille des prochaines élections sociales (mai 2020), on peut donc se poser la question : « *L'installation du dialogue social dans une entreprise est-il synonyme de malheur pour les travailleurs ?* »

## Les syndicats débarquent, sauve qui peut !

D'abord faisons la peau à un fantasme commun chez les dirigeants d'entreprise. Le fait que des candidats se présentent aux élections sociales ne veut pas dire que « les syndicats débarquent dans l'entreprise ». Certes les listes sont déposées par les organisations syndicales. Mais les candidats (qui, élus, deviennent des représentants du personnel), sont et restent des membres du person-

nel de l'entreprise. Le dialogue se fait entre les dirigeants et ces représentants et reste donc totalement interne, à moins qu'un conflit surgisse et que les délégués demandent l'intervention des permanents de leur organisation. Mais dans nombre d'entreprises, les permanents introduisent les listes puis n'entendent plus parler jusqu'aux élections suivantes.

Quelles sont les recettes de l'entreprise EASI pour être ainsi distinguée comme meilleure entreprise de l'année ? Une grande attention au personnel, assurément. L'entreprise s'efforce de « *combler les besoins de ses employés : reconnaissance, liberté, transparence, mission et amour.* ». Au-delà des nombreux services et facilités de détente (coiffeur, pressing, traiteur, salle de détente avec kicker, fléchettes, PlayStation, etc.), il y a une vraie volonté d'organiser le maximum d'événements festifs et conviviaux. Outre les traditionnelles activités sportives, il y a le drink systématique du vendredi en fin d'après-midi, mais aussi de nombreuses fêtes et sorties.

La recette peut prendre avec des travailleurs jeunes, mais moins avec des travailleurs plus mûrs, ayant par exemple charge de famille. Qui a envie de passer ses week-ends avec les collègues lorsqu'il faut réviser les leçons et organiser les loisirs des enfants ?

L'objectif est que les travailleurs passent plus de temps ensemble, qu'ils nouent des liens et par la même occasion améliorent leur productivité. Car le but n'est pas qu'humaniste. L'entreprise développe la « performance par le bien-être ». Elle cite un auteur américain, Shawn Achor, chercheur et guru du bonheur, auteur de l'ouvrage *The Happiness Advantage* : « une entreprise dont les employés sont heureux pourrait accroître ses ventes de 37 % et sa productivité de 31 % ». Une théorie décriée pour sa dérive, la dictature du bonheur : l'obligation, au jour le jour, de paraître heureux et de rester « positif ».

## Vaches sacrées

...tant qu'elles donnent du lait.



Une équipe des RH qui déchire...

Soigner le bien-être quotidien des travailleurs pour qu'ils produisent davantage... On pense à ces vaches qui sont massées et qu'on baigne dans une ambiance de musique classique pour qu'elles produisent plus de lait. Mais, dans le secteur privé, tous les travailleurs ne sont-ils finalement pas là pour que leur valeur ajoutée soit exploitée par le propriétaire des moyens de production ? Alors, tant qu'à faire, pourquoi ne pas se laisser exploiter en musique... pour autant qu'on ne soit pas dupe ? Même si c'est intéressé (« capital humain »), on ne peut pas cracher sur l'attention donnée aux membres du personnel, alors que tant d'autres entreprises les négligent.

Mais à y regarder de plus près, l'entreprise EASI montre quand même, dans les bilans sociaux des deux dernières années, un taux de départ (employés quittant l'entreprise) de 17-18% par an. Ce n'est pas rien. C'est même plutôt beaucoup.

La (vraie) recette de l'entreprise, c'est donc d'engager surtout des gens très jeunes, de toujours choisir des membres du personnel pour les promotions (promotion interne) et d'inclure les managers dans le

\* RTL Info « Voici Salvatore, considéré comme le MEILLEUR EMPLOYEUR belge: son histoire et sa méthode valent le détour », <https://www.rtl.be/info/voici-salvatore-considere-comme-le-meilleur-employeur-belge-son-histoire-et-sa-methode-valent-le-détour-726957.aspx>

capital de l'entreprise (faire de ceux-ci des actionnaires). Ceux qui n'auront pas été choisis pour évoluer dans l'entreprise la quittent sans regret ; EASI est surtout une première expérience professionnelle assez « cool ».

### Les limites de l'harmonie universelle

Ce modèle peut bien fonctionner dans une période de croissance. Fidéliser par l'actionariat peut fonctionner tant que le cours de l'action monte. S'il diminue ou reste stable, l'argument ne tient plus, voire s'inverse.

Comment faire comprendre à de jeunes travailleurs l'importance du syndicalisme ? L'entreprise respecte grosso

modo les grands principes du droit social, sauf la durée du travail à 38h ; on y preste 40 heures (c'est le plus souvent la norme, surtout pour les entreprises de consultation), payées 38, et donc sans obtenir 12 jours de récupération. Mine de rien l'entreprise y gagne plus de 5% du coût salarial.

L'importance de la concertation sociale et de la négociation collective est surtout comprise dans les passages difficiles (restructurations, licenciements,...). Celui qui n'a jamais eu d'accident comprend mal l'utilité de porter un casque. Il faudra donc voir ce que donne le « niveau de bonheur » lorsque EASI traversera sa première vraie crise, et si les membres du personnel sont vraiment plus impor-

tants, aux yeux de la direction, que les chiffres et le cours de l'action.

Est-ce le casque qui provoque l'accident ? C'est ce que voudraient faire croire les tenants du modèle de « l'harmonie universelle ». En Chine, certains pensent que tolérer la contestation troublera l'ordre universel. L'harmonie (de façade) règne au prix d'un contrôle social féroce. Quand on parle de EASI, certains (même dans les milieux HR) parlent d'ambiance sectaire. C'est sans doute pousser un peu la caricature. Mais il est vrai que l'image du leader bienveillant et inspirant, l'impératif de bonheur, les sorties collectives relèvent plus de l'infantilisation et du modèle chinois que de l'idéal démocratique. ■

## Camping syndical militant..

*Notre camarade Laurent VANHAELEN, licencié en juillet 2019 à cause de ses activités syndicales jugées excessives par sa direction (ECONOCOM), se lance dans une action militante pour le moins originale !*

### Econocom-les-mimosas, camping

Depuis ce 21 octobre, il installe chaque jour à l'aube son camping-car devant son entreprise, déroule son auvent et installe sa terrasse avec brochures syndicales, café et mignardises. Puisque son entreprise est prête à payer l'indemnité de protection (soit 4 ans de salaire que l'entreprise doit payer parce qu'elle veut exclure Laurent malgré sa protection légale de délégué) parce qu'il avait trop d'activité syndicale et donc n'était pas assez « productif » selon leurs critères de rentabilité, Laurent va maintenant leur en donner pour leur argent. Avec son installation de campagne, il vient tenir une permanence syndicale continue devant l'entreprise !

Joli pied de nez à une entreprise qui veut sans doute, en éliminant le coordinateur de la délégation juste avant les élections sociales, décourager, désorganiser voire se débarrasser de l'activisme syndical.

Car ECONOCOM est maintenant la seule entreprise dont l'activité syndicale se voit avant même d'y entrer ! Et le camping improvisé ravive l'ardeur des membres de la délégation décapitée. À force de visite de curieux avant et après le boulot, voire pendant les pauses, le fait syndical n'aura jamais été aussi évident chez Econocom.

Retour aux fondamentaux : à moins que ce ne soit pour signer l'accord de la victoire, le syndicalisme ne se fait pas dans les salons feutrés, entre gens du monde (ou alors c'est qu'il est à l'agonie !). Il se fait d'abord dans la rue. Et si Laurent n'est plus toléré à l'intérieur, alors il campe devant la porte !

### Le délégué-sans-toit n'en est pas moins un insider éclairé ...

L'initiative a déjà provoqué un vaudeville et la direction s'est empêtrée dans ses contradictions (et son hypocrisie). Laurent confiait au quotidien économique « De Tijd »<sup>2</sup> que son éviction est sans doute une manière pour la direction de faire place nette avant de grandes manœuvres : la revente de l'entreprise ou de certaines de ses parties. Le journaliste contacte l'entreprise pour confirmation.

À la direction belge on dément tout en confirmant : « Certaines activités dont le résultat ne répond pas aux attentes sont à vendre, mais pas l'ensemble du groupe ». Le directeur de l'ensemble du groupe écrit, lui, au journaliste, que rien n'est « actuellement » à vendre, ni le groupe ni aucune partie.



### Chiens en laisse qui aboient

Ceci rappelle les discussions menées avec la direction belge au sujet du licenciement de Laurent. Lorsqu'on leur demande pourquoi Laurent est évincé, ils sortent quelques réponses préparées, tellement absurdes qu'elles sont vite balayées. Mais reste une position de fer, défendue avec d'autant plus d'obstination qu'elle est injustifiée. On prétend vouloir un bon dialogue social, mais on refuse d'envisager de réintégrer le délégué principal, ne serait-ce qu'un temps.

La direction ne fait que ressasser une décision prise ailleurs, et elle n'a aucune latitude pour la remettre en question. Devoir dire noir et s'habiller en blanc, devoir développer une vision pour une entreprise qui sera peut-être vendue demain sans qu'on vous demande votre avis ... on comprend que cet exercice d'équilibre schizophrène soit grassement rémunéré ... et que les directeurs valsent finalement plus vite que les délégués syndicaux. ■

<sup>2</sup> <https://www.tijd.be/ondernemen/ict/directie-van-econocom-is-hypocriet/10173839.html>

# Fiscalité : quelle contribution des grandes sociétés ?

Romain Gelin, Gresea

*L'endettement et les déficits publics sont régulièrement présentés comme néfastes pour l'économie et servent de justification aux politiques d'austérité. Si les dépenses publiques sont souvent pointées, un déficit résulte autant de dépenses trop importantes que de recettes trop faibles, c'est à dire des impôts récoltés auprès des ménages et des entreprises. Mais quelle est la contribution des grandes entreprises aux recettes publiques?*

Octobre 2019: la FEB déclare envisager une hausse de 3,5% des salaires bruts, en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales patronales sur les bas salaires. Dans cette optique, l'État et les syndicats devraient accepter de réduire la contribution des entreprises au financement de la sécurité sociale pour qu'elles augmentent les salaires. Un fameux chantage. Mais qui sont les grandes entreprises en Belgique ? La presse se concentre généralement sur les entreprises du BEL 20, l'indice phare de la bourse de Bruxelles. Dans cette liste, la part de certains secteurs comme la finance (KBC, ING, Ageas, GBL, A&vH, Sofina) ou l'industrie pharmaceutique (UCB, Galapagos, Argenx) est bien trop importante pour être représentative de l'économie belge.

## Qui sont les grandes entreprises en Belgique ?

À partir de la base de données Afin-a, qui reprend les comptes déposés à la Banque nationale, les auteurs du Gresea Échos n°99<sup>1</sup> proposent un autre classement des 20 plus grandes entreprises en Belgique (filiales consolidées incluses, secteur financier et intérim exclus), une sorte de « BEL 20 alternatif », basé non pas sur la valeur en bourse, mais sur des critères plus tangibles comme le nombre de travailleurs, le chiffre d'affaires ou la valeur ajoutée. Le classement s'en trouve modi-

fié<sup>2</sup> (voir tableau) : ainsi réapparaissent des sociétés pétrolières (Total, Exxon) ou du secteur automobile (Volvo, Toyota) qui disposent des plus importants chiffres d'affaires du pays, des entreprises publiques (Bpost, HR Rail) qui sont les deux plus grands employeurs (hors fonction publique) de même que les leaders de la grande distribution (Colruyt, Carrefour et Delhaize). Un premier constat est que les entreprises du BEL 20 alternatif représentent à elles seules 13% de la valeur ajoutée totale des entreprises en Belgique, signe de la concentration des richesses créées dans un petit nombre de sociétés.

Un second constat concerne la répartition de la richesse au sein de ces entreprises : celle-ci est de moins en moins partagée avec les travailleurs. En additionnant les entreprises du BEL 20 alternatif, on observe que l'écart entre la richesse produite par travailleur (la valeur ajoutée brute par équivalent temps plein) et la rémunération (masse salariale par équivalent temps plein) n'a cessé de croître, l'écart se creusant de 76% en moyenne sur 10 ans. Pour le dire autrement : la part qui revient au travailleur a diminué au cours de la dernière décennie. En moyenne, un travailleur d'une des entreprises du BEL 20 alternatif produisait une valeur ajoutée de près de 209.000 euros en 2006 pour une masse salariale d'un peu plus de 73.000 euros. En 2016, la productivité du travail avait explosé, un travailleur créant en moyenne une valeur ajoutée proche des 347.000 euros/an, tandis que la masse salariale par travailleur n'atteignait que 108.000 euros/an.

Un autre point d'attention concerne la contribution de ces grandes entreprises aux recettes publiques. En juillet 2019, nous apprenions que le budget fédéral avait, encore une fois, « dérapé ». Le gouvernement Michel a en effet laissé les comptes de l'État fédéral avec un déficit structurel – non lié aux aléas de la conjoncture – dépassant les 6 milliards d'euros<sup>3</sup>. Pour Sophie Wilmès, la ministre du Budget en affaires courantes, ceci tient d'abord au départ prématuré de la N-VA fin 2018, qui n'a pas permis au gou-

vernement d'obtenir une majorité pour voter un budget 2019, mais aussi aux dépenses, notamment liées à la sécurité sociale compte tenu du vieillissement de la population. Une autre grille d'explication peut être avancée pour comprendre ces déficits.

## Les grandes entreprises et l'impôt

Le solde budgétaire est l'écart entre les recettes et les dépenses. Si les recettes excèdent les dépenses, il y a un excédent. À l'inverse, lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes, il y a déficit. Le discours néolibéral nous rabâche que les déficits sont surtout liés à des dépenses trop importantes. Un argumentaire qui justifie les politiques d'austérité depuis près de quatre décennies. La sécurité sociale, les services publics ou les pensions seraient ainsi la cause des déficits successifs. Ce discours est critiquable, car plus que les dépenses publiques, c'est surtout la socialisation des dépenses privées qui a produit une augmentation des déficits. Dans cet article, penchons-nous plutôt sur les recettes, et plus particulièrement celles censées provenir des sociétés.

Le service d'études du PTB publie chaque année un TOP 50 des ristournes fiscales. La version 2018 nous apprenait que les 50 sociétés reines de l'évitement fiscal payaient en moyenne 2,6% d'impôts, loin du taux nominal normalement pratiqué. En 2018, comme suite à la réforme engagée par le gouvernement Michel, le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 33 à 29% et sera de 25% en 2020 (avec des taux inférieurs pour les PME selon les cas). Toujours selon le même rapport, les 1.000 entreprises ayant réalisé les plus grands bénéfices n'avaient réellement été assujetties qu'à un taux de 12,6%, bien loin là encore du taux nominal légal.

Le même exercice a été réalisé pour les entreprises du BEL 20 alternatif (voir tableau) pour la période 2006-2017. Résultat : un taux d'impôt estimé sur les bénéfices de 10,3%. Par rapport au taux nominal de 33% qui aurait dû logiquement s'appliquer, ce sont des centaines de millions d'euros qui ne sont pas entrés

dans les caisses de l'État. Et cela pour 20 entreprises seulement ! On peut aisément supposer qu'en tenant compte de l'ensemble des sociétés présentes en Belgique, ces chiffres s'élèvent à plusieurs milliards chaque année.

### Évasion fiscale ou optimisation agressive?

Les combines employées par les grandes sociétés pour réduire leurs impôts peuvent être classées en plusieurs catégories selon leur caractère plus ou moins légal. Parmi les pratiques douteuses, le recours aux paradis fiscaux est la plus médiatisée. Les scandales des Paradise Papers, Luxleaks ou autres Panama Papers nous le rappellent régulièrement. Pourtant, le placement ou le transfert d'argent dans des juridictions facilitant la création d'entités financières, pratiquant le secret bancaire et des taux d'imposition ridiculement bas se poursuit. Les transferts de fonds d'entreprises basées en Belgique vers des paradis fiscaux ont plus que doublé en 2 ans, passant de 82 milliards d'euros déclarés en 2016 à 206 milliards en 2018<sup>1</sup>.

Pour loger leurs bénéficiaires là où le taux d'imposition est le plus bas, les multinationales utilisent les prix de transfert. Ce mécanisme consiste pour une entreprise à surfacturer ou sous-facturer certains biens ou services de sorte à localiser les profits là où bon leur semble. C'est notamment ce que pratiquent des firmes comme Google ou Starbucks en basant la filiale propriétaire de leur marque en Irlande, où les droits de propriété intellectuelle ne sont que très peu taxés. Les filiales dans les différents pays européens paient des redevances à la filiale irlandaise. Elles voient ainsi leurs profits réduits, et sont donc moins imposées. Les profits se retrouvent artificiellement logés en Irlande, où ce type de revenu

bénéficie des largesses du régime fiscal. De la même manière, des filiales d'un même groupe se facturent des biens ou des services (loyers, assurances, emprunts...) de sorte à transférer les profits là où elles sont le moins imposées.

Mais la Belgique a également mis en place une batterie de mesures pour attirer l'investissement des sociétés multinationales. Les intérêts notionnels, bien qu'ils aient été réformés ces dernières années, ont constitué une aubaine pour les groupes qui avaient installé leur banque interne dans le pays. Ils pouvaient déduire une partie des investissements réalisés à partir de ces filiales et ainsi s'acquitter de taux d'imposition au plus bas. D'autres dispositifs comme le tax shelter (production audiovisuelle), les déductions pour brevets (qui permettent aux firmes pharmaceutiques de déduire 80% des revenus générés par les brevets), ou les déductions pour investissements, permettent aux sociétés de réduire leur base imposable et de ne pas être soumises au taux légal.

Enfin, les « rulings » – pratiqués au Luxembourg de manière industrielle et en France dans une moindre mesure – donnent l'occasion aux grandes entreprises de directement négocier le montant anticipé de leurs impôts avec l'administration fiscale belge. Autre mesure, les « excess profit rulings » ont permis aux filiales de multinationales de n'être non pas taxées sur leurs bénéficiaires, mais sur un montant fictif inférieur, résultat de la déduction des

bénéfices provenant de l'activité internationale. Grâce à ce mécanisme, les sociétés parviennent à déduire des montants compris entre 50 et 90% de leur base imposable ! La Commission a demandé à la Belgique de récupérer quelque 940 millions d'euros auprès de plusieurs groupes pour ces rulings jugés illégaux car apparentés à des aides d'État<sup>2</sup>. L'État belge avait fait appel. L'affaire est toujours en cours après de multiples rebondissements. Par ailleurs, en juin 2018, le ministre des Finances Van Overtveldt (N-VA) avait demandé à son administration plus de clémence pour les amendes concernant les déclarations de TVA.

Tant d'éléments qui ont conduit, en février 2019, une commission spéciale du parlement européen à désigner la Belgique (ainsi que Chypre, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas) comme présentant des caractéristiques de paradis fiscal et facilitant la planification fiscale agressive.

Les trous dans les recettes publiques peuvent s'interpréter par un « trop » de dépenses, mais également par un « trop peu » de recettes. Et il semblerait que les grandes entreprises soient celles qui y contribuent proportionnellement le moins. Si l'évitement fiscal est un sport national pour de nombreuses firmes, la volonté politique de s'attaquer au problème n'a pas été des plus farouches pour les gouvernements successifs, bien au contraire. ■

### Taux d'impôt sur les bénéficiaires estimé de quelques entreprises BEL-20 alternatif (2006-2017) Source : Gresea Échos n°99

Entreprises	Taux estimé (2006-2017)
AB Inbev	0,15%
ArcelorMittal	3,15%
Total	6,18%
Engie (2006-2016)	3,38%
Bpost	24,9%
GSK	14,59%
Delhaize	2,5%
Volvo	19,45 %
Carrefour	7,07%
Exxonmobil	0,46%
Toyota	26%
UCB	1,95%
Umicore	2,36%

<sup>1</sup> Leïla Van Keirsbilck, Bruno Bauraind, Gresea Échos n°99, Les multinationales en Belgique. Contre rapport annuel. Juillet-Septembre 2019.

<sup>2</sup> Les entreprises du « BEL 20 alternatif », basé sur l'emploi, les revenus et la valeur ajoutée sont les suivantes : AB Inbev, ArcelorMittal, Engie, Colruyt, Proximus, Total, Janssen Pharmaceutica, Bpost, GSK, Delhaize, Volvo, HR Rail, BASF, Carrefour, Exxonmobil, Telenet, Toyota, UCB, Atlas Copco, Umicore.

<sup>3</sup> lecho.be, « C'est confirmé, les nouvelles budgétaires ne sont pas bonnes », 22 juillet 2019.

<sup>4</sup> Lesoir.be, « Les entreprises belges effectuent de plus en plus de paiements vers les paradis fiscaux », 21 août 2019.

<sup>5</sup> Lecho.be, L'Europe enquête sur les « excess profit rulings » accordés par la Belgique à 39 multinationales, dont AB InBev, 16 septembre 2019.

# L'Amérique latine sous tension

Daniela Jaque

**Des mobilisations massives bouleversent actuellement le paysage latino-américain. Les contestations répondent à des mesures économiques jugées néfastes pour les classes populaires. Derrière ce mécontentement, il y a une profonde remise en question du modèle économique en place.**

## Equateur : la résistance indigène

D'intenses manifestations ont eu lieu à Quito du 3 au 13 octobre suite au décret présidentiel qui prévoyait l'élimination du subside des carburants. Cette mesure était une des conditions du FMI pour octroyer au pays sud-américain un prêt de 4 200 millions de dollars.

Une grève nationale est convoquée par le secteur du transport mais rapidement la communauté indigène prend la tête de la mobilisation et à laquelle vont se joindre d'autres secteurs de la société. La CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) considère ce décret nuisible pour les plus pauvres. En effet, la mesure allait entraîner inévitablement la hausse du prix des tickets des transports en commun et d'autres biens d'usage courant.

Plus de 20 000 indigènes arrivent à Quito pour manifester contre le gouvernement, le président Lenin Moreno décrète l'état d'urgence et militarise la capitale. Quito vit alors une escalade de violence sans précédent, les noms des premières victimes se confirment dont le leader indigène Ignacio Tucumbi. Beaucoup d'équatoriens critiquent le silence complice des médias alors que dans les réseaux sociaux circulent des vidéos témoignant de la cruauté de la force publique. Lenin Moreno appelle au dialogue mais ne lève

pas l'état d'exception et accuse l'ex président Rafael Correa et son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, d'être derrière de ce qu'il considère une tentative de coup d'État.

Finalement, le dimanche 13 octobre les leaders indigènes et le gouvernement entament un dialogue diffusé en direct et supervisé par l'ONU. La demande de la CONAIE est claire : réactivation des subsides des carburants, transparence de l'accord passé avec le FMI et la démission des ministres de l'intérieur et de la défense. Le dialogue télévisé se conclut par le retrait du décret présidentiel et la promesse de travailler dans une nouvelle feuille de route.



Quelques jours plus tard, la ministre de l'intérieur, Maria Paula Romo affirme que toutes les victimes sont décédées de manière accidentelle, acquittant ainsi la force publique de toute responsabilité. M. Paula Romo et le ministre de la défense, Oswaldo Jarrin, refusent de présenter leurs démissions. Et la chasse aux sorcières est lancée avec la plainte déposée par le gouvernement à l'encontre des leaders indigènes accusés d'avoir « retenu » des policiers pendant les manifestations. De son côté, la CONAIE a annoncé son intention d'entamer de poursuites légales contre l'État équatorien pour la violation de droits humains survenues lors des mobilisations. Deux semaines après la fin du conflit, la tension est encore palpable et le dialogue entre le gouvernement et les communautés indigènes plus que jamais en péril.

## Chili : le ras-le-bol contre un système obsolète

« Dans une Amérique latine en crise, le Chili se présente comme un oasis » déclarait le président chilien Sebastián Piñera dans une interview du 8 octobre. Sans se douter que quelques jours plus tard, il affirmerait : « nous sommes en guerre »

Tout commence avec la hausse du prix du ticket de métro, cette mesure déclenche une vague des manifestations menées d'abord par les étudiants. Pour contrer les mobilisations, la police réagit violemment sur les manifestants ce qui entraîne une série d'actes violents : stations de métros saccagées et bus brûlés. Le président chilien décide alors de décréter l'état d'urgence et un couvre-feu militaire dans une grande partie de la région de Santiago. De quoi réveiller les vieilles blessures des chiliens pour qui le souvenir de la dictature militaire d'Augusto Pinochet est encore très présent.

Malgré la restriction d'occuper les lieux publics, les chiliens continuent à manifester pacifiquement. Face à cette résistance citoyenne, Sebastián Piñera annule la

## COMLOT FASCISTE EN BOLIVIE

En bouclant cette édition du DR, nous apprenons que l'oligarchie bolivienne, les grandes multinationales avides des richesses du sous-sol bolivien (le lithium « l'or blanc », le nickel, le cadmium etc.) bien monitorés par les services d'intelligence occidentaux (États-Unis, Royaume-Uni, Israël...) viennent de perpétrer un crime contre le peuple bolivien et obtenir le départ d'Evo Morales, le premier président indien des Amériques. Ils ne pouvaient pas supporter un gouvernement qui avait réussi à faire reculer radicalement la misère, à ouvrir l'accès au savoir et à la culture aux plus démunis, à redonner la fierté aux peuples originaires de son pays. Encore moins un gouvernement ayant une politique indépendante non soumise aux diktats de la Maison Blanche et de l'Otan. Evo tombé, son peuple résiste et nous ne pouvons que saluer sa résistance. ■

hausse de prix du ticket du métro. Mais la boîte de pandore est ouverte ; le mécontentement s'étend désormais à l'ensemble du système chilien. En réalité, l'indignation s'accumule depuis 30 ans : l'économie chilienne, basée sur le modèle néolibéral et vendue comme un exemple pour les autres pays de l'Amérique latine, n'est qu'un héritage de la dictature militaire. En effet, ce modèle a privatisé des secteurs tels que l'éducation ; une de plus chères du continent. Les étudiants s'endettent afin de pouvoir payer leurs frais de scolarité. Le Chili est le seul pays où l'eau est dans les mains du secteur privé, les pensions et le système de santé le sont aussi. Toutes ces politiques ont placé le Chili dans le top 15 des pays les plus inégalitaires du monde.

Une semaine après le début des manifestations, le président chilien a fait son *mea culpa* et a reconnu ne pas avoir vu les carences du peuple chilien. Il s'est engagé à trouver des solutions et à entamer un dialogue avec tous les secteurs de la société. Cependant, l'état d'urgence n'a pas été levé et les violences policières persistent. Le nombre de morts s'élève à plus de 20, des milliers de blessés et de détenus, des dizaines de plaintes pour viols dans les commissariats. La consigne « Piñera, démissionne » et l'appel à la convocation d'une Assemblée constituante résonne de plus en plus dans les rues du pays.

### Argentine : l'échec du modèle Macri

En septembre dernier, les rues de Buenos Aires ont été le scénario des mobilisations contre les politiques du président Mauricio Macri. Syndicats, secteur de la santé et professeurs demandaient au gouvernement de déclarer l'urgence alimentaire et aussi d'augmenter les salaires pour faire face à une inflation galopante qui a atteint 53 %.

Lors de sa campagne électorale de 2015, Mauricio Macri avait promis d'éradiquer la pauvreté et l'inflation. Et pourtant, cette année le nombre des personnes passées sous le seuil de pauvreté a augmenté de 35% ; il y a environ 3 millions plus de pauvres que l'année précédente. Près de 15 millions d'argentins n'arrivent plus à payer les services de base avec leurs salaires. Afin de couvrir le trou du déficit budgétaire, le président Macri a sollicité un prêt de 55 milliards de dollars au FMI. Mesure très critiquée par les argentins qui gardent un souvenir douloureux du rôle joué par cet organisme lors de la crise économique de 2001.

Aujourd'hui, l'Argentine se présente comme la cinquième économie la plus fragile du monde. Face à cette instabilité, les argentins demandent un changement de cap et la non intrusion des organismes tels que le FMI. Le bilan éco-

nomique et social de Macri étant catastrophique, c'est sans surprise qu'il a été éliminé au premier tour le 27 octobre. Avec la victoire d'Alberto Fernandez et Cristina Fernandez de Kirchner (ex-présidente) c'est le retour du péronisme de centre gauche en Argentine et l'espoir de politiques économiques assurant une plus juste répartition de la richesse produite.



De Quito à Santiago de Chili en passant par Buenos Aires, les peuples latino-américains n'acceptent plus le dictat de leurs gouvernements et encore moins celui du FMI.

Conscients du pouvoir de la résistance, les citoyens réclament un modèle économique plus juste. Les leaders politiques prendront-ils en compte cette demande ? ■

## Festival Cinéma d'attac : 20<sup>e</sup> anniversaire!

Des circonstances l'ont obligé à rompre avec ses habitudes. Il se déroule en deux lieux, un déjà connu de son public, le cinéma-Aventure et le Kinograph, une salle installée dans les anciennes casernes d'Ixelles dans le cadre d'un projet d'occupation transitoire.

Pendant ces 20 ans, les choses ont beaucoup changé, aussi bien dans la réalisation des films – en lien avec les avancées technologiques, beaucoup de monde se lance maintenant dans la réalisation de documentaires – que dans leur distribution et leur diffusion - TV, internet... Alors qu'il y a 20 ans le festival était pratiquement unique, il en existe aujourd'hui beaucoup d'autres touchant aux mêmes thématiques. Mais le festival reste fidèle à son projet de faire en même temps découvrir ou redécouvrir des films, réfléchir aux sujets dont ils parlent à travers

des débats n'évitant pas les fondements politiques des problèmes.

Cette année, les luttes ouvrières et sociales étaient au cœur de la programmation. Après *On va tout péter* de Lech Kowalski qui suit la lutte des travailleurs de GM&S en ouverture, était présenté *Oser la grève sous l'Occupation* de Dominique Dreyfus et Marie-Jo Pareja et aussi des manifestations de Gilets jaunes avec *Le sens de l'effort* de Benoît Maestre. *L'empire de l'or rouge* de Jean-Baptiste Malet et Xavier Deleu et *Ouvrières du monde* de Marie-France Collard avec presque 20 ans d'écart tracent tous les deux un portrait très dur du capitalisme mondialisé.

Les luttes longues, harassantes et courageuses des peuples palestiniens et vénézuéliens sont aussi évoquées avec l'avant-première de *Le char et l'olivier*, une

autre histoire de la Palestine de Roland Nurier et la projection – en présence de Maurice Lemoine (Mémoire des luttes) – de *Las Mercedes, la forge de l'héritage* un des derniers films de Terra TV, ces cinéastes issus de l'École populaire et latino-américaine de Cinéma, Télévision et Théâtre (EPLACITE).

Bien sûr, il est impossible de passer à côté des questions environnementales : *Nucléaire, l'impasse française* de Patrick Benquet et *OGM, mensonges et vérités* de Frédéric Castaignède. Et pour la clôture, la pub, autre sujet de lutte au quotidien: *La pub au pays des merveilles*. Toutes les projections sont suivies de débats avec des réalisateurs, des syndicalistes, des historiens, des ingénieurs, des écrivains, des citoyens engagés, des gilets jaunes...

Programme complet:

<http://bxl.attac.be/spip/spip.php?article1590>

# L'origine « occidentale » du pacte de non-agression germano-soviétique 1932-1939

(Deuxième partie ; bibliographie de base fournie avec l'article n°1, septembre 2019)

Annie Lacroix-Riz\*

**Moscou entre les tentatives de sauvetage de la Tchécoslovaquie et la « farce de Moscou »**

**L'URSS face à la liquidation « occidentale » de la Tchécoslovaquie 1938-15 mars 1939**

Contrairement aux sarcasmes de Sabine Dullin, l'URSS n'avait cependant pas l'« intention de ne rien faire » pour la Tchécoslovaquie, dont, au contraire des Apaiseurs, elle ne reconnut *jamais* l'annexion. Elle avait tout tenté, là encore, les fonds allemands sont formels<sup>1</sup>, d'abord pour pousser Prague, depuis la remilitarisation de la Rhénanie de mars 1936 qui avait laissé Paris de marbre, à signer une alliance strictement bilatérale, puis, à l'été 1938, pour l'arracher *in extremis* à ses bourreaux.

En vain : la sujétion des dirigeants tchèques à Paris et à Schneider, roi du pays depuis sa fondation, tuteur de Skoda, de son armée et de ses fortifications (sudètes), leur ôta l'envie de défendre leurs frontières avec leur peuple, prêt, lui, à se battre. Bénès s'effondra, lui qui s'était lamenté, entre l'assassinat de Barthou, les tractations franco-allemandes en vue du plébiscite sarrois de janvier 1935, l'épisode rhénan et l'Anschluss, que son alliée française condamnât sa jeune nation à mort. En 1948, quand Washington crut pouvoir joindre la Tchécoslovaquie à sa zone d'influence, son peuple se rappela que seule l'URSS s'était souciée de son sort en 1938<sup>2</sup>.

Le général Doumenc, protagoniste français de la « farce de Moscou », le rappela à Daladier après ses adieux du 25 août 1939 à Vorochilov, commissaire du Peuple à la guerre : l'URSS n'avait pu surmonter en septembre 1938 la duplicité des Franco-Anglais, déjà retranchés derrière la Pologne. Cette « hyène » ou ce « vautour attendant le morceau » (aimables surnoms français et allemands) participa en octobre 1938 au dépeçage munichois, en volant à la Tchécoslovaquie – *pour*

*moins d'un an* – le territoire disputé de Teschen, offert sur un plateau par le Reich envahisseur des Sudètes. Les privilégiés polonais, Slaves rompus de longue date à la tutelle germanique, avaient, depuis 1918, gravement nui à tous les peuples slaves (pas seulement le russe), facilitant leur phagocytage allemand. Ils s'y obstinèrent jusqu'à la disparition de leur pays, et au-delà. L'après-Munich avait porté l'humiliation soviétique à son comble : à Paris, Bonnet multipliait les courbettes envers Berlin, déclarait caduc le pacte franco-soviétique et laissait la grande presse « gleichschaltée » (nazifiée, Alexander Werth) appeler de ses vœux l'annexion allemande de l'Ukraine...

**Le sabotage « occidental » final de l'alliance tripartite, mars-août 1939**

On parvint aux cimes après le 15 mars 1939, où la Tchécoslovaquie périt par annexion allemande, officielle pour la Bohême-Moravie tchèque, officieuse pour la Slovaquie « satellite ». En dépit des légendes, il n'y eut *aucun* « tournant » franco-anglais, les archives de toute origine sont plus accablantes que les philippiques d'Aragon sur les œuvres du « traître Bonnet »<sup>3</sup>.

L'URSS ayant aussitôt renouvelé son offre d'alliance tripartite *militaire* automatique, les Apaiseurs, rappelés à la décence publique par la rancœur de leurs peuples contre la duperie munichoise, amusèrent le tapis pendant cinq mois. Tout fut mensonge dans la ligne des tandems Daladier-Bonnet et Chamberlain-Halifax, agenouillés devant Hitler. En France, c'est pour complaire au grand capital que les résistants potentiels, français et étrangers, furent neutralisés depuis avril 1938 et surtout depuis Munich, mais aussi pour séduire le Reich : Bonnet lui promit le 1<sup>er</sup> juillet 1939, de supprimer les élections de 1940 et de « mettre les communistes à la raison ».

L'objectif était double. Il fallait 1° faire mine de négocier avec Moscou en rendant tout accord impossible ; 2° imputer l'inévitable échec aux Soviétiques, dont le

traitement « occidental » depuis novembre 1917 faciliterait l'habituel « dindonn[age de] l'opinion française ». Tout se déroula comme prévu, sachant que les chefs civils et militaires français et anglais certifieraient l'armée polonaise, nulle depuis ses origines, incapable de « tenir » même une semaine, et que les Anglais avaient depuis 1936 avisé clairement les Français qu'ils n'affecteraient pas au continent plus d'une division (contre environ 200 divisions allemandes disponibles en 1939-1940).

Fin avril 1939, contre la Pologne prétendument chérie, Paris préparait ouvertement, désormais sans Londres, « un second Munich », soutenu, comme le premier, par le Vatican, porte-parole de Mussolini et d'Hitler. L'URSS congédia donc le 3 mai Litvinov, symbole des offres repoussées, et nomma Molotov (tête de Turc des historiens bien-pensants), pas plus germanophile mais plus ferme envers l'Occident. Le 6, le secrétaire au Foreign Office Halifax n'en confirma pas moins allègrement à l'ambassadeur soviétique à Londres Maïski que la future « Triple Alliance entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie » serait privée des règles d'« engagement automatique » de 1914 : l'URSS serait donc « impliquée toute seule dans un conflit avec l'Allemagne ».

Sans frontière commune avec le Reich, l'URSS fut par contre sommée de garantir *unilatéralement* celles de la Pologne et de la Roumanie – que Paris et Londres « garantirent » sans escompter y envoyer un soldat ou la moindre fourmiture. L'Armée rouge seule pourrait les secourir, mais n'aurait pas le droit de les traverser, sous prétexte qu'elles refusaient d'être « bolchevisées » : violer ce veto, comme en 1938 pour le territoire tchèque, l'exposait donc à être désignée comme « agresseur » par... la SDN, instrument de ses « alliées ». Elle devait aussi « garantir » les frontières de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse, qui ne l'avaient jamais reconnue en tant qu'État. Sa demande de garantie de ses propres frontières du Nord-Ouest

\*Professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

– avec la Finlande, l'Estonie et la Lettonie – fut rejetée. Paris et Londres préféraient brocarder, presse aidant, sa noire intention d'« étendre le bolchevisme en Europe orientale » : cette formule de Bonnet fut soutenue par tous les chefs de partis non communistes, Blum compris. Or, rappela Palasse de juin à août 1939 – pour la énième fois depuis 1937 –, la Baltique, base militaire allemande, comme l'Ukraine, pendant la Grande Guerre, était « stratégiquement » indispensable à la défense des frontières soviétiques, et partant, de celles de la France. Devait-on ainsi bafouer une « alliée » qui comptait mettre « 100 divisions » au service du « pacte en préparation » ?

Bien que Paris et Londres l'eussent traitée en « valet de ferme qui porterait tout le poids des engagements sur ses épaules » (Jdanov, « ami personnel de M. Staline », dans *La Pravda* du 29 juin 1939), l'URSS se prêta au dernier acte de la farce, joué à Moscou. Les Franco-Anglais organisèrent le fiasco de la « mission militaire en Russie » qu'ils n'annoncèrent que le 17 juillet. Geoffrey Roberts a démontré l'initiative allemande exclusive dans les offres alléchantes d'alors et la répugnance soviétique : le premier signe d'intérêt de Molotov n'intervint que le 11 août. Tout espoir d'une alliance tripartite était déjà mort, comme l'ont établi les archives françaises et britanniques.

Ladite « mission militaire » fut confiée à deux officiers supérieurs obscurs et impuissants, l'amiral Sir Reginald Drax et le général français Joseph Doumenc. Alors que la Wehrmacht encerclait la Pologne, ils quittèrent Londres le 5 août à bord d'un « lent navire marchand », le *City of Exeter*, qui mit cinq jours pour arriver à Leningrad, le 10. Tout fut limpide le 12, quand leurs interlocuteurs, militaires suprêmes, Vorochilov, et le général Chapochnikov, chef d'état-major général, passèrent aux choses *militaires* précises. Ils avaient statut de plénipotentiaires habilités à « signer les accords ». Drax et Doumenc, chargés de motiver l'interdit du « droit de passage » de l'armée rouge par l'insurmontable veto polono-roumain, se reconnuent sans pouvoirs ni mandat : quoique « demandeurs [...], nous paritions les mains vides », rappela Doumenc, de retour à Paris, à Daladier.

Puis, ils avouèrent, le 13 août, n'avoir aucun plan militaire : les Soviétiques leur avaient présenté des répliques aux « trois hypothèses » ou « alternatives » d'agression allemande contre « la France et l'Angleterre », « la Pologne et la Roumanie », « la Finlande, l'Estonie, la Lettonie [...et] l'URSS », chacune avec ses « plans de guerre » précis ; ils n'avaient pas non plus *la moindre division* (pour « 120 divisions » soviétiques) à proposer à l'« alliance ». Vorochilov leur accorda encore quelques jours de délai pour se faire communiquer l'échec, avéré du 17 au 19 août, de l'hypocrite rappel à la raison de Varsovie (surtout) et de Bucarest. Les délégués français en Pologne, antisoviétiques délirants encouragés par leurs chefs, avaient osé certifier son armée apte à repousser la Wehrmacht (elle tint *un jour*).

Présumée avoir *souverainement* interdit à l'armée rouge de passer sur son territoire, la Pologne de Beck – stipendié *stricto sensu* de Berlin, qui avait en janvier 1934 avec son prédécesseur Pilsudski signé, pour dix ans, l'accord d'amitié germano-polonaise funeste à ses juifs et à tous ses voisins –, ne servit que de « couverture » aux Franco-Anglais. Ceux-ci n'avaient pas demandé à Prague son avis pour l'éliminer, ni tenu compte, depuis 1918, de celui de Varsovie. Les 20 et 23 août 1938, l'URSS dressa le constat du fiasco en signant avec Berlin un « accord de crédit commercial » et le « pacte de non-agression », conséquence du veto franco-anglais prévue en 1933. Tous les participants à la « farce de Moscou », Doumenc en tête, admirèrent *par écrit* qu'elle avait sincèrement cherché à conclure l'impossible accord.

C'est dire ce que vaut la thèse du « coup de tonnerre » ou de « la sinistre nouvelle explosant sur le monde comme une bombe » le 23 août 1939 soutenue par Churchill dans ses *Mémoires* de 1948. Cet échec bienvenu, gloussa une Britannique sur le départ, donnerait prétexte à cogner sur les Soviétiques mais aussi à en finir avec les « rouges » vernaculaires. Les diplomates et attachés militaires en poste à Moscou certifièrent d'emblée (pour la

Pologne) puis plus tard (pour les Pays Baltes) que l'URSS n'avait signé les accords secrets de « partage » que pour gagner quelques jours de mobilisation



lors de l'inévitable assaut allemand, et qu'elle demeurerait attachée à l'alliance antiallemande. Ils maintinrent cette analyse quand la « guerre de Finlande » (satellite reconnu du Reich) noua entre États fascistes et « démocraties » « une Sainte Alliance anticommuniste » (mots du consul italien à Genève, Renato Bova Scoppa) : Paris et Londres, avec l'aval américain, chassèrent de la SDN en deux semaines (le 14 décembre 1939) l'URSS décrétée « agresseur »<sup>4</sup>. La France, inerte à ses frontières, planifia le bombardement des Soviétiques en Baltique sous Daladier, puis dans le Caucase sous Reynaud.

Roberts rappelle que l'armée rouge comptait sur les frontières occidentales 1,5 million d'hommes en août-septembre 1939, et trois en mai-juin 1941. À l'insu d'un Staline aveuglé par son compère nazi ? ■

<sup>1</sup> DGFP, D, vol. III, *Germany and the Spanish Civil War, 1936-1939*, et IV, *The aftermath of Munich, 1938-1939*, USGO, Washington, 1950 et 1951.

<sup>2</sup> Lacroix-Riz, « 1947-1948. Du Kominform au "coup de Prague", l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme? », *Historiens et Géographes*, n° 324, août-septembre 1989, p. 219-243.

<sup>3</sup> *Un jour du monde (chroniques de Ce soir)*, 1938, *La crise de Munich; 1939, jusqu'au pacte germano-soviétique*, Paris Delga, 2017 et 2018.

<sup>4</sup> La SDN n'avait jamais déclaré « agresseur » ou « expulsé » un État fasciste, Japon en Chine, Italie en Éthiopie puis en Espagne, Reich en Espagne (*a fortiori* en Autriche et Tchécoslovaquie, offertes par ses chefs anglais et français) : chacun la quitta de son plein gré.

# Accord UE-Colombie : 5 ans après, aucune promesse tenue !

Sebastian Franco \*

*Les parlements wallons et bruxellois devront prochainement se prononcer sur la ratification de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Colombie (qui inclut également le Pérou et l'Équateur). L'accord, en vertu des règles européennes, est déjà en application provisoire depuis 2013. Un premier bilan peut donc être tiré.*

Cet accord trouve son origine dans les négociations débutées en 2007 avec la Communauté andine<sup>1</sup>, d'un accord plus ambitieux d'association comprenant des accords politiques, une coopération pour le développement et un accord de libre-

meilleurs standards sociaux et environnementaux<sup>2</sup>. Les organisations de la société civile (syndicats, ONG) ont, très vite alerté des dangers d'un tel accord ; elles n'ont pas été entendues et l'accord a été signé en 2012.

## Les promesses des institutions européennes ont-elles été tenues ?

En 5 ans, la balance commerciale entre la Colombie et l'UE s'est détériorée au détriment du pays andin. En 2013, la Colombie exportait pour près de 10 milliards de dollars vers l'Europe, contre un peu plus de 5,4 milliards de dollars seulement en 2017. En 5 ans, le pays est passé d'un surplus commercial de 1,68 milliards de dollars en 2013 à un déficit de 1,14 milliards en 2017. La situation est particulièrement dramatique pour le secteur industriel colombien qui à lui seul fait état d'un déficit commercial de plus de 5 milliards de dollars avec l'UE (2017)<sup>3</sup> !

Il n'y a pas eu de diversification des exportations colombiennes vers l'UE. Ce sont toujours les mêmes produits qui sont exportés, très majoritairement (90%) des biens primaires (minerais et minéraux, pétrole, gaz naturel et charbon, produits agricoles non transformés). Il y a bien eu une diminution des exportations de produits miniers-énergétiques, mais ils ont été remplacés par des produits agricoles : bananes, café et huile de palme...

Finalement, la Colombie ne crée toujours pas assez d'emplois pour absorber la croissance de sa population en âge de travailler. Pire, en 5 ans, le nombre de travailleurs appartenant aux catégories à bas salaire a augmenté<sup>5</sup>.

## Des conséquences dramatiques

Au vu des chiffres, on peut dire que l'accord perpétue et renforce des dynamiques d'échange inégal classiques entre les centres capitalistes et la périphérie ; échange de produits industriels à haute valeur ajoutée contre des produits primaires énergétiques, miniers ou agrico-

les, une « spécialisation » qui a comme conséquence une dégradation des termes de l'échange et donc un appauvrissement relatif.

Encore plus grave, en renforçant la spécialisation primaire de la Colombie, l'accord favorise les secteurs les plus réactionnaires et violents du pays qui dominent la terre et donc les produits que l'on en retire : les plantations de bananes et d'huile de palme sont le berceau des groupes paramilitaires et les zones minières et pétrolières sont au cœur du conflit pour la terre.

Malgré l'accord de Paix signé en 2016 avec la guérilla des FARC-EP, le paramilitarisme et les assassinats ne faiblissent pas : depuis 2013, selon les estimations, des centaines, peut-être plus d'un millier de leaders sociaux et environnementaux ont été assassinés, y compris des syndicalistes et des guérilleros démobilisés. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ivan Duque (protégé d'Uribe, président de 2002 à 2010 dont les liens avec le paramilitarisme et le narcotrafic sont avérés), la violence s'accroît. L'impunité reste totale, l'État colombien étant peu enclin à résoudre ces crimes qui impliquent souvent les grands intérêts financiers.

Pourtant, l'accord dispose d'une clause sur les droits humains que l'UE pourrait activer pour faire pression sur le gouvernement colombien. Malheureusement pour les victimes, les intérêts commerciaux priment... Alors que la situation politique se dégrade, les effets négatifs de l'accord de libre-échange rendent plus difficile encore le chemin de la Colombie pour sortir de 60 ans de conflit armé et de violences politiques. ■

### Accords de libre-échange: libre pour qui?



échange. Cet accord avec l'UE ne faisant pas l'unanimité – la Bolivie et l'Équateur s'inquiétant des asymétries économiques entre les deux blocs – la Colombie et le Pérou sollicitèrent auprès de l'UE une négociation tripartite. Ce sera chose faite en 2009, mais ne sera dès lors négocié que l'aspect libre-échange, le reste passant à la trappe<sup>2</sup>.

Selon la Commission Européenne, l'accord de libre-échange n'offrait pas seulement des opportunités pour les exportateurs européens ; il favoriserait également la prospérité de tous les signataires et une amélioration des conditions de vie des populations dans les pays sud-américains. Il devait permettre le développement économique, une croissance du commerce, une diversification des exportations ainsi que l'adoption de

\* Chercheur au GRESEA, Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative.

<sup>1</sup> Accord d'intégration régionale entre la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou.

<sup>2</sup> Thomas Fritz, "Cinco Años del Tratado de Libre Comercio de la Unión Europea con Colombia y Perú", FDCL-Editorial Berlin, Octobre 2018.

<sup>3</sup> Commission européenne, Communiqué de presse, 26 juillet 2013, Bruxelles. [https://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-13-749\\_fr.htm](https://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-749_fr.htm)

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Sistema de información alternativo, "TLC con la Unión Europea: 5 años de deterioro comercial", Observatorio TLC No 47, août 2018.

# LE 9 NOVEMBRE 1989, LA FIN DES MURS ?

Arnold Schneider

*Cette année, les médias ne tarissent pas d'éloges à propos de la chute du Mur de Berlin abattu le 9 novembre 1989, de la réunification de l'Allemagne et surtout de la fin du communisme, peu de temps après. Enfin, on entrait dans un espace libre et vers des lendemains qui chantent. S'en était fini de la dictature soviétique. Monde libre ou dictature du consumérisme contre dictature communiste ? Réunification ou anchluss ? Car ce que l'on a appelé la réunification n'aura été qu'un vaste hold-up organisé de main de maître !*

En effet, du jour au lendemain, la Treuhandstalt, Agence fiduciaire d'Etat littéralement créée par l'Etat de la RFA fait

main basse sur la RDA. Elle a pour mission de privatiser les entreprises publiques. Transformer une économie planifiée en économie privée avec les conséquences que cela implique. Dès lors, on a vu essentiellement les Allemands de l'ouest (les Wesiss) se ruier sur la RDA. Ce sont eux qui privatiseront à tour de bras, raflant au passage d'importantes subventions. Vont fleurir hôtels, centres commerciaux, appartements... On compte ainsi plus de 13 000 privatisations en 1994 et des centaines de milliers d'ouvriers d'Allemagne de l'Est (Osiss) à la rue. Ces derniers se rendront vite compte que cette abondance de biens a un prix. Surtout quand les autorités de la RFA ont procédé à la parité des monnaies et qu'il a fallu échanger deux deutschemark de la RDA pour obtenir un deutschemark de la RFA. Un vol légal en quelque sorte !

Au départ en 1989, lorsque l'on a ouvert certains points de passage vers Berlin Ouest, les habitants de Berlin Est se sont rendus à l'ouest dans leur Trabant pour faire des courses et puis rentrer chez eux. Ils avaient vu les conditions de vie des habitants de Berlin Ouest. Souhaitaient-ils vivre de cette façon ? Les Allemands de l'Est voulaient vivre dans une RDA plus

démocratique et socialiste mais pas être colonisés par les Allemands de l'Ouest qui les considéraient parfois avec condescendance voire avec mépris. Plus tard, les Osiss découvrirent pour la première fois de leur existence le chômage. Ce n'est pas ce qu'ils attendaient de la liberté !

Aujourd'hui, les Européens se gaussent d'avoir contribué à la chute du Mur de Berlin. Ils feignent d'oublier qu'ils en ont dressés ailleurs. C'est le cas de Victor Orban qui avait abattu une partie du rideau de fer pour permettre aux citoyens qui fuyaient la RDA de passer en Autriche afin de rejoindre la RFA mais qui a érigé dernièrement une clôture pour empêcher sa Hongrie chrétienne d'être envahie par des "hordes" musulmanes.

L'Europe a elle aussi dressé une clôture de protection dans l'enclave espagnole à la pointe du Maroc à Cueta pour empêcher les migrants africains de pénétrer en Europe.

Oui, rétorquent les responsables politiques, le Mur de Berlin empêchaient les gens de sortir tandis que ces clôtures empêchent de laisser entrer... surtout les pauvres ! ■

## Ce que l'incendie de Bilzen révèle..

Marie-France Deprez

Fedasil est une instance belge qui est responsable de l'accueil des demandeurs d'asile.

Fedasil est sous la tutelle du Secrétaire d'Etat à l'Asile, de l'Immigration et de l'Intégration sociale, Theo Francken. Voilà pour la description initiale. Mais cette définition ne révèle rien du problème complexe que constitue l'accueil des migrants et encore moins les raisons des migrations.

Les migrants dont on oublie généralement de dire pourquoi ils ont été amenés à quitter un pays qui était le leur pour se lancer sur les routes dangereuses de l'exil,

les migrants, tout au moins certains d'entre eux, arrivent chez nous, désirant y rester ou en transit. Ils sont utilisés par certains comme boucs émissaires. Quantités de nos problèmes viendraient de leur présence. Ce jeu est dangereux. Il attise la haine mais surtout évite de faire face aux causes réelles des problèmes.

Prenez le travail, des migrants accomplissent à bas prix des tâches que les patrons ne sont que trop heureux de ne plus devoir payer aussi cher... Et cette main d'œuvre, en plus d'être corvéable, est facile à remplacer. La présence des migrants est donc utile à une partie de

l'économie. Elle permet aussi de maintenir les salaires sous pression. Mais cette pression augmente le mécontentement et dans une société comme la nôtre, sans information correcte, certains se tournent vers les migrants comme vers des ennemis. L'incendie du bâtiment destiné à accueillir un centre d'accueil temporaire pour demandeurs d'asile à Bilzen est d'origine criminelle. Il est la conséquence de ce genre de politique. Il est presque unanimement condamné mais ce sont les politiques qui engendrent inégalité, guerres et finalement haine qui sont, dans une large mesure, à l'origine de ce genre d'exactions. ■

# L'expansionnisme israélien face au retrait étasunien de la Syrie

Marie Rampen

**Le prétendu retrait étasunien du Moyen-Orient ne peut qu'accroître l'ingérence d'Israël dans la région, peu importe la forme que prendra son nouveau gouvernement.**

Le 7 octobre, les États-Unis amorçaient le retrait de leurs troupes de l'est de la Syrie, laissant leurs alliés kurdes seuls face à l'offensive turque. Cette nouvelle a engendré une vague d'indignation mêlée de panique parmi les médias israéliens : qualifié de « trahison », cet événement démontrait que les États-Unis, allié de longue date, n'étaient pas aussi fiables qu'Israël l'eût pu souhaiter. À l'heure où les inquiétudes concernant l'Iran, nourries par les propos alarmistes de Netanyahu qui en fait l'ennemi public n°1 d'Israël, grandissent dans l'opinion publique, et où les résultats des élections de septembre ne laissent pas présager d'issue rapide à la crise politique que traverse en ce moment le pays, l'inconstance et la déloyauté étasuniennes furent jugées amèrement dans la grande presse.

Pourtant, comme une partie de la presse israélienne elle-même le remarquait, la situation d'Israël n'a que peu en commun avec celle du peuple kurde. En effet, contrairement à ce dernier, Israël est un État stable, qui depuis sa naissance bénéficie d'un appui sans faille des États-Unis grâce à un lobby puissant. Il y a quelques mois, les États-Unis avaient d'ailleurs donné un signe fort de leur soutien en relocalisant leur ambassade à Jérusalem. Quand bien même l'administration Trump persisterait dans sa prise de distance avec le Moyen-Orient et hésiterait à apporter une aide militaire à Israël lors d'un potentiel conflit armé, Israël pourrait toujours compter sur un secours financier et un appui diplomatique assurés par les agents défenseurs des intérêts israéliens au sein même de la classe dirigeante étasunienne. Il n'y a donc pas de raison pour qu'Israël remette en question sa politique expansionniste.

Au contraire, Israël aspirera plutôt à affirmer sa présence sur les régions délaissées par les États-Unis.

## Pas de répit pour les Palestiniens

Première victime de l'impérialisme israélien, le peuple palestinien a peu de chances de voir sa situation s'améliorer, et ce quel que soit le dénouement des négociations pour la formation du gouvernement israélien. En effet, toutes les

times palestiniennes, dont 1.500 civils. S'il s'oppose en paroles aux projets les plus nationalistes de Netanyahu et se dit même prêt à concéder des territoires aux Palestiniens pour peu que ceux-ci ne menacent pas la sécurité d'Israël, il ne conteste en revanche pas l'occupation du plateau du Golan et évite de se prononcer sur la possibilité d'un État palestinien. Un troisième personnage important du monde politique israélien, Avigdor Liberman, dont le parti de droite



principales figures de la classe politique israélienne font montre de la même animosité à l'égard de la Palestine. On ne présente plus Benjamin Netanyahu, qui tout au long de sa carrière a épaulé la colonisation progressive des territoires palestiniens ; encore quelques jours avant les élections, il avait annoncé l'officialisation de la colonie sauvage de Mevot Yericho, et promis d'annexer l'entièreté de la vallée du Jourdain en cas de réélection – promesse, il est vrai, électorale mais qui pourrait tout de même se réaliser, vu la personnalité de son promoteur.

Son adversaire Benny Gantz, leader du parti Bleu & Blanc, avait quant à lui servi pendant 38 ans dans l'armée israélienne, et commandé les assauts sur Gaza en 2012 et 2014 ; pour rappel, selon le rapport de Human Rights Watch, les violences de 2014 avaient fait plus de 2.000 vic-

nationaliste Israel Beytenou est passé de 5 à 8 sièges aux dernières élections, est adepte des discours militaristes et ne cache pas sa haine des Palestiniens. Jusqu'en novembre 2018, il occupait le poste de ministre de la Défense et n'hésitait pas à faire pression sur Netanyahu pour que ce dernier mène une politique plus agressive contre les Palestiniens. Il avait démissionné en signe de désapprobation de la trêve conclue avec le Hamas. C'était la quatrième fois de sa carrière qu'il renonçait à un poste gouvernemental pour protester contre des mesures jugées trop indulgentes envers les Palestiniens.

En outre, une menace supplémentaire pour le peuple palestinien est celle du « plan de paix » élaboré par Washington, et qui devrait être dévoilé dans les prochaines semaines. Les détails de ce projet, censé mettre fin au

conflit israélo-palestinien, sont bien entendu encore secrets, mais les diverses fuites donnent à penser que ce plan est surtout celui d'une « *pax israelitica* » destinée à contenter les appétits impérialistes d'Israël. Les atteintes aux droits et libertés des Palestiniens ne sont donc pas près de cesser, que ce soit à Jérusalem-Est, en Cisjordanie ou à Gaza.

À Jérusalem, les autorités israéliennes mènent la vie dure aux habitants des quartiers arabes, n'hésitant pas à employer expulsions, violences policières et mesures discriminatoires. En juillet, elles avaient ordonné la démolition de plusieurs immeubles, pourtant situés dans une zone censée être sous contrôle palestinien, sous prétexte qu'ils étaient trop proches de la ligne de démarcation avec la Cisjordanie. En outre, ces trois derniers mois, le quartier arabe d'Isawiyah a fait l'objet de raids quasi quotidiens perpétrés par la police israélienne, qui procède au harcèlement d'une population de 20.000 habitants en guise de représailles pour les jets de pierres de quelques individus.

En Cisjordanie, il est à présent habituel que des heurts plus ou moins violents opposent Palestiniens et colons. Le journal *Haaretz* a récemment dénoncé une des pratiques préférées des colons, qui consiste à s'emparer des sources d'eau se trouvant sur des terrains privés appartenant à des Palestiniens ; ces « sources de l'Apartheid » sont alors interdites aux Arabes et réservées aux Juifs qui peuvent s'y détendre et en irriguer leurs terres. De plus, les villages palestiniens sont régulièrement vandalisés par des sionistes extrémistes : le 7 octobre dernier, dans le village de Qira près de Nablus, des messages haineux ont été tagués sur les murs des maisons, les vitres des voitures brisées et leurs pneus crevés.

À Gaza, la situation reste extrêmement tendue. Chaque vendredi, des milliers de Palestiniens se rassemblent le long de la frontière dans le cadre de la « Marche du retour ». Depuis le début de ces manifestations, à la suite d'un usage de la force par l'armée israélienne que l'ONU qualifiait déjà en 2018 « d'excessif, disproportionné et indiscriminé », les blessés se comptent par milliers, et les morts par centaines. Ce 27 septembre, un Palestinien est décédé après avoir

reçu une balle dans la poitrine, alors que 63 autres manifestants ont été blessés par l'armée israélienne. Une semaine plus tard, l'on recensait à nouveau un mort, ainsi que 11 blessés.



tion iranienne ; or, pour l'instant, rien n'indique une évacuation prochaine de la base. Néanmoins, Israël voudra se prémunir contre une éventuelle désertion étasunienne et assurer son propre contrôle de la région.

### L'Iran, la « bête noire »

Mais la question palestinienne n'est pas la plus préoccupante pour Israël : les Palestiniens, dépourvus d'alliances significatives, sont certes perçus comme une nuisance à laquelle il faudrait mettre un terme, mais non comme un ennemi assez puissant pour ébranler la nation. L'Iran, en revanche, a de quoi inquiéter : ce pays gagne en influence dans la région et peut compter sur son alliance avec la Russie, du moins aux niveaux diplomatique et économique. C'est dans le contexte d'un essor iranien que l'abandon du nord-est de la Syrie par les États-Unis pose un problème pour Israël, qui craint que l'Iran ne vienne combler le vide engendré par le retrait étasunien. Israël cherche en particulier à éviter que l'Iran ne dispose d'un accès direct au Liban. L'occupation par les États-Unis de la base d'At-Tanf, située en Syrie près des frontières irakienne et jordanienne, est essentielle pour contrecarrer cette ambi-

C'est pourquoi Israël persiste à lancer des attaques sur le Liban, la Syrie et l'Irak. Au Liban, après des années de calme relatif, les hostilités ont repris le mois dernier entre le Hezbollah et l'armée israélienne, qui attaque également les troupes du Hezbollah en Syrie, où ce groupe combat aux côtés des forces de Bachar el-Assad. Les positions d'autres groupes soutenus par l'Iran, qui s'étendent en Syrie et en Irak, font aussi l'objet de frappes israéliennes. Ce 25 septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le président irakien Barham Salih a dénoncé la transformation de son pays en champ de bataille pour les acteurs régionaux, et notamment les attaques menées par Israël sur les Unités de mobilisation populaire, groupes paramilitaires chiites dont certains sont soutenus par l'Iran. Or, la situation actuelle dans la région, très incertaine, laisse présager une ingérence accrue de la part d'Israël. ■

### Du nouveau sur le site web du DR !

Nous invitons nos lecteurs et amis à visiter notre site entièrement renouvelé où vous trouverez la totalité des archives du journal, une section commentant des faits d'actualité. Par ailleurs, chacun des articles dispose d'un lien qui vous permet de les commenter directement !

Visitez-nous, faites-nous part de vos avis et, si cela vous dit, faites-nous connaître !

Journal du Parti Communiste

Fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

[www.ledrapeaurouge.be](http://www.ledrapeaurouge.be)

# Syrie : Derrière l'alibi kurde

Roland Marounek

**La dernière en date des agressions turques contre la Syrie a déclenché une énorme vague d'indignation, tournant autour du thème de l'abandon des Kurdes, de la trahison par Trump de « nos plus fidèles alliés contre le terrorisme ». Où étaient tous ces commentateurs indignés dans les premières années de la guerre, lorsque les combattants islamistes (venant en partie de nos pays) déferlaient sur la Syrie à partir de la Turquie ? Alors leurs exactions étaient délibérément ignorées par les médias, comme était passé sous silence leur généreux approvisionnement en armes par les pays de l'Otan. Par une singulière ironie, les forces supplétives de l'agression turque d'aujourd'hui sont en fait juste les résidus de l'Armée Syrienne Libre : les « Bons » de l'époque...**

## La construction de l'image romantique du combattant Kurde

L'histoire à force d'être martelée est devenue vérité officielle à l'encontre de laquelle il est difficile de résister : « Ce sont les courageux combattant(e)s Kurdes qui ont permis la défaite de Daesh en Syrie ». Les Kurdes ont une image de fabrication médiatique positive : « progressiste, féministe », etc... La destruction quasi complète de Raqqa sous les bombes US et les accords conclus pour en exfiltrer des milliers de combattants de Daesh sont passés aux oubliettes : ce ne sont que les Kurdes qui ont vaincu l'État Islamique.

Comme d'habitude hors de l'emballage médiatique la réalité est un peu plus trouble.

L'État Islamique, né en 2013 en Irak, s'est aussitôt propagé vers l'Est, occupant rapidement jusqu'à la moitié de la Syrie,

jusque Palmyre occupée en mai 2015. De multiples indices montrent que, pendant très longtemps, la motivation réelle des USA à freiner l'expansion de l'EI était assez hypocrite : des milliers de combattants de cette organisation ont ainsi pu traverser les déserts syriens avec des colonnes de véhicules blindés à découvert, pour attaquer les forces loyalistes sans que la coalition ne bronche ; un document des services secrets US évoquait même dès 2012 l'établissement d'une principauté salafiste dans l'est de la Syrie, en précisant que « c'est exactement ce que veulent les puissances qui soutiennent l'opposition, afin d'isoler le régime syrien ». Il est très clair que l'objectif de renversement du gouvernement syrien primait sur toute autre considération, et que l'extension de l'EI rentrait parfaitement dans les plans US.

Mais le 30 septembre 2015, la Russie répondant à la demande officielle de la Syrie s'engageait militairement et en collaboration avec l'armée syrienne, renversait la situation. Exactement 10 jours plus tard étaient créées les soi-disant « Forces Démocratiques Syriennes », composées essentiellement des combattants Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), filiale du PKK turc. Dès le départ la carte kurde a été jouée pour empêcher le gouvernement syrien de reconquérir tout l'Est de son pays sur l'État Islamique.

## L'imposture du « Rojava »

Avant la guerre, les Kurdes occupaient en Syrie 3 zones tout au nord, prolongement naturel des territoires peuplés de Kurdes en Turquie. Aujourd'hui les médias nous présentent sans sourciller le Kurdistan syrien comme étant tout l'Est de la Syrie au-delà de l'Euphrate, un tiers du pays.

Le projet de « Rojava » a exactement remplacé le plan A' de la principauté salafiste, dans le même objectif de destruction de l'État syrien. Les terres qui étaient jusqu'ici confisquées sont fertiles et riches en pétrole; le pays étranglé par l'embargo était ainsi coupé de ses propres ressources.

Les forces kurdes du YPG ont malheureusement joué la carte de l'impérialisme contre leur propre pays, **toutes marxistes qu'elles prétendent être**. Certes le dit « peuple kurde » (extrêmement divers au demeurant) a été privé du Kurdistan promis lors du démembrement de l'ennemi turc en 1920, et éclaté sur 4 pays par le jeu des grandes puissances de l'époque. Mais le nationalisme kurde est une carte qui s'est avérée bien utile à l'impérialisme depuis les années 90 en Irak, et ces dernières années en Syrie.

## La peste de l'occupation US ou le choléra de l'agression turque

La décision de Trump de retrait total des troupes US a plongé l'Occident et ses médias dans la sidération. Et voilà que maintenant les « Bons » du YPG s'allient aux Méchants du « régime syrien ».

La classe politique aux USA même hurle à la trahison. La France imagine une zone d'exclusion aérienne, ou la reformation d'une force d'occupation internationale, « pour protéger le peuple kurde » bien sûr. Mais derrière l'alibi kurde, dont son projet expansionniste fait partie, se cache la volonté de poursuivre coûte que coûte le plan occidental de démembrement de la Syrie. C'est à la Syrie elle-même, avec ses alliés, qu'il revient de protéger son peuple et de défendre ses territoires, et certainement pas aux « amis » occidentaux.

Quelle crédibilité a la condamnation aujourd'hui par la France, les USA, et d'autres pays de l'Otan, de l'agression turque, alors que ces mêmes pays agressent directement ou indirectement ce pays depuis 8 ans et en occupent de larges territoires ?

Il est difficile de prévoir quelles sont les perspectives pour la Syrie à moyen terme. Il est assez probable que la Syrie n'arrivera pas à récupérer les territoires actuellement conquis au Nord par la Turquie. La guerre n'est certainement pas finie. Néanmoins le fait que les USA se retirent du dossier syrien est la meilleure garantie pour pouvoir arriver à terme à la paix et à l'unité du peuple syrien. Tout le peuple syrien, sans distinction. Kurdes compris. ■

# Ken LOACH : « Sorry we missed you »

Marc Pierret

**Sur la quarantaine de films qu'il a réalisés, Ken Loach traite du monde du travail sans jamais se départir de son militantisme. Son dernier *Sorry, We Missed You* expose les retombées des mutations technologiques qui affectent la classe ouvrière. L'action se passe dans le nord-est de l'Angleterre, Newcastle, ancien bastion de l'industrie sidérurgique et minière, en proie à la désindustrialisation et au chômage structurel. Dans la banlieue ouvrière de la ville, vivent Ricky, son épouse, Abby avec leur fille, Lisa et leur fils Seb.**

Après avoir enchaîné des boulots divers et variés dans le bétonnage et la plomberie, des jobs minables et mal payés, Ricky se retrouve sans emploi. Abby se dévoue en tant qu'aide-soignante, en prodiguant des soins à domicile à des personnes âgées. Cette situation leur permet de vivre modestement, sans excès. Soudain, une occasion se présente à Ricky : devenir livreur indépendant pour une entreprise de commerce en ligne. Ils entrevoient la possibilité de réaliser leur rêve jusqu'alors inaccessible : offrir un toit à la famille en acquérant son propre logement.

Pour livrer les clients, il semble plus avantageux à Ricky d'acheter un véhicule plutôt que d'en louer un. Pour payer l'acompte, le couple se voit dans l'obligation de renoncer à la voiture familiale pourtant indispensable à Abby pour exercer son métier d'infirmière. Elle est désormais dépendante des transports en commun, ce qui prolonge sa journée de travail alors que son mari doit s'absenter 14 heures par jour et six jours par semaine. C'est la norme pour atteindre une rentabilité suffisante. Comme chauffeur-livreur indépendant, il ne peut prétendre à aucune

protection sociale, il assume la responsabilité entière des colis qu'il transporte et doit les payer en cas de perte ou de détérioration. Des amendes et des pénalités infligées par un système dépourvu d'humanité sont toujours susceptibles de raboter le salaire. Il est à la merci de tout imprévu, d'un accident de circulation, d'une amende, d'un accroc de santé.

La black box gère son emploi du temps et les marchandises qu'il transporte sans tenir aucun compte des aléas tels que les embouteillages, les retards, l'humeur des clients... Ce rythme imposé par la technologie n'est pas sans conséquence pour la vie de famille. Parents et enfants se voient de moins en moins souvent. La petite Lisa souffre de l'absence de son père. Seb, le fils rebelle, traverse une adolescence difficile. Il est en décrochage scolaire, se joint à des jeunes graffeurs et finit par causer de sérieux problèmes. Il est même convoqué avec ses parents à la direction de l'établissement. Non seulement, les dettes augmentent mais la famille commence à vaciller sur son socle. Les tensions générées par l'ubérisation et ce qu'elle sous-tend mettent en cause la cohésion familiale.

Cette soi-disant liberté du travailleur indépendant renforce la précarité et l'asservissement du prolétariat. La dégradation des relations humaines n'a fait qu'empirer avec l'ubérisation. La dénonciation de la condition ouvrière par Ken Loach s'est encore renforcée depuis sa collaboration à partir de 1995 avec le scénariste, Paul Laverty. Dans l'interview qu'il accorde à *Allociné*, le réalisateur explique sa démarche :

« Avec Paul Laverty, nous parlons depuis longtemps de la façon dont le travail change et devient de plus en plus précaire. Dans *Daniel Blake nous avons envisagé un film à propos des gens dans le besoin et qui ne recevaient pas l'aide nécessaire en abordant la fracture numérique qui excluait les travailleurs plus âgés. Ici, *Sorry, We Missed You*, c'est l'histoire de la façon dont la famille est affectée. Lorsque le père et la mère doivent travailler de la sorte, ils ne voient plus leurs enfants.*

*La technologie a un impact énorme sur nos vies mais le savoir a toujours été exploré et a repoussé ses frontières. Il est neutre, mais à qui appartient-il ? Comment l'utilisons-nous ? S'il est juste utilisé pour enrichir quelques personnes, et exploiter tout le*

*reste de la population, alors, c'est une mauvaise utilisation du savoir. Le savoir est un pouvoir. C'est une question de pouvoir, mais qui détient ce pouvoir et qui peut l'exercer ? C'est l'humanité qui est exclue de nos relations. L'usage du shopping en ligne est destructeur pour le commerçant que vous connaissez. Les boutiques sont des lieux de socialisation qui ferment les uns après les autres. Cela a pour effet de fragmenter et détruire la société. » En effet, l'ubérisation fragilise des pans entiers de l'économie traditionnelle et pénalise les travailleurs.*

Un mot sur le casting : les acteurs de ce cinéma réaliste sont peu connus. Abby, une professionnelle de la santé, a été choisie pour sa douceur et sa fermeté avec ses enfants. « *Je me suis insérée parmi les bénévoles en aide à domicile plusieurs semaines. J'ai rencontré les résidents, beaucoup de gens différents, les femmes qui travaillent là-bas – et le manager – m'ont prise en formation comme si j'allais travailler pour elles. J'ai fait une formation avec une vingtaine de travailleurs. J'ai appris à déplacer les gens, à les aider à se nourrir et aussi à prendre leurs médicaments. J'ai aussi écouté leurs histoires, bonnes ou mauvaises.* »

Ricky en revanche s'est rendu dans une entreprise de commerce en ligne et n'y a observé que quelques heures. Cela a suffi. Tous les gens que l'on voit dans le dépôt sont des chauffeurs livreurs dans la vie. Quand ils arrivent sur le plateau ils savent exactement quoi faire et ils le font naturellement. ■



## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

### Où trouver le DR ?

**Arlon** : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.  
**Bruxelles** : Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • La Borgne Agasse, 30 rue Anoul, 1050 Ixelles • Aurora, 34 avenue Jan Volders, 1060 Saint-Gilles • Joli Mai, 28 rue de Roumanie, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles **Gand** : De

**Brug**, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière** : Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège** : Cercle Julien Lahaut, 312 rue Saint Léonard, 4000 Liège • Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons** : Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur** : Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai** : Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre** : Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement  
 Rédacteur en chef : Vladimir Caller

**Nous contacter ?**  
 dr@particomuniste.be  
 www.ledrapeaurouge.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles  
 tél. : 0477 23 70 58 • 02 347 74 27



Abonnement annuel : 15 € • à l'étranger : 23 €  
 Abonnement de soutien : 25 €  
 Abonnement de grand soutien : 50 €  
 Chômeurs, étudiants : 8 €  
**Compte en banque :**  
 IBAN BE89 0004 1185 1185

**ATTENTION !** lors du paiement, mentionnez votre adresse postale en communication pour l'envoi.

## Sommaire

### L'INVITÉE DU DR

Marie-France Deprez,  
 « Ce qui est en jeu, c'est bien la liberté de la presse et pour nous, le droit de savoir » • pp. 2-4

### ACTUALITÉS

Résolution du Parlement européen faisant l'amalgame du fascisme et du communisme  
 Vladimir Caller • p. 5

### SYNDICATS

Éviter les syndicats pour que les travailleurs soient heureux ?  
 Martin Willems • pp. 6-7

### ÉCONOMIE

Fiscalité : contribution des grandes sociétés  
 Romain Gelin • pp. 8-9

### ACTUALITÉ

L'Amérique latine sous tension  
 Daniela Jaque • pp. 10-11

### INTERNATIONAL

L'origine « occidentale » du pacte de non-agression germano-soviétique 1932-1939 (2<sup>e</sup> partie)  
 Annie Lacroix-Riz • pp. 12-13

Accord UE-Colombie : 5 ans après,  
 Sebastian Franco • p. 14

### ACTUALITÉ

9 novembre 1989, la fin des murs ?  
 Arnold Schneider • p. 15

Ce que l'incendie de Bilzen révèle  
 Marie-France Deprez • p. 15

### INTERNATIONAL

L'expansionnisme israélien face au retrait étasunien de la Syrie  
 Marie Rampen • pp. 16-17

Derrière l'alibi kurde  
 Roland Marounek • p. 18

### CINÉMA

« Sorry we missed you »  
 Marc Pierret • p. 19